

CIRST

Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie

Bulletin de l'enseignement supérieur

PRODUIT PAR

LE GROUPE DE RECHERCHE SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (GRES)

vol 4, no 1, janvier 1999

*réalisation : Pierrick Malissard
supervision: Yves Gingras*

TABLE DES MATIÈRES

Le Bulletin CIRST/ENVEX est rebaptisé	3
Les universités face au palmarès de Maclean's	4
DOSSIER: La mission des universités au Québec: Retour sur les états généraux sur l'éducation	6
Le monde universitaire et la notion de mission	7
Le milieu institutionnel	9
La CREPUQ	9
Le réseau universitaire	10
La question de la mission sociale	11
Conjoncture et réactualisation de la mission	12
Compressions et réactualisation de la mission	13
Mission et gestion des relations interinstitutionnelles	14
Les milieux syndicaux	16
La FQPPU	16
Les syndicats de professeurs	18
Les syndicats de chargés de cours	19
Les milieux étudiants	20
La FEUQ	20
Les autres organisations étudiantes	22
Les milieux d'affaires, para-gouvernementaux et scientifiques	22
Le Conseil du patronat du Québec	22
L'Office des professions du Québec	23
L'ACFAS	23
Le Conseil de la science et de la technologie	24
Mission des universités: élargir la réflexion critique	24
Conclusion	26
NOTES	28

ANNEXE: liste des mémoires analysés.....	29
Tables des matières des revues dépouillées	31



Le Bulletin de l'enseignement supérieur

Ce bulletin est le produit de la participation du Groupe de recherche sur l'enseignement supérieur (GRES) et du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et technologie (CIRST) au réseau de Veille de l'ENVironnement EXterne (ENVEX) de l'Université du Québec. La veille du CIRST porte principalement sur l'analyse, sous tous ses aspects, du système de production et de diffusion de la science et de la technologie et sur la relation emploi-formation scientifique et technique. Le *Bulletin de l'enseignement supérieur* est publié en version 3W sur le site de la Vigie de l'environnement externe de l'UQ à l'adresse URL suivante: <http://www.uquebec.ca/bri/envex/envex.htm>

Les commentaires et suggestions de nos lecteurs sont toujours bienvenus. On peut donc rejoindre Yves Gingras au CIRST ou par courrier électronique à l'adresse suivantes: *Gingras.Yves@UQAM.CA*.

La préparation de ce numéro a été rendue possible grâce à une subvention du siège social de l'Université du Québec au GRES.

Erratum

Bulletin CIRST/ENVEX, vol 3, no 2-3, février mai 1998

On peut lire à la page 59, note du tableau 14 "Les subventions fédérales comprend les fonds alloués aux FFRDC dont il a été question plus haut" alors qu'il aurait fallu lire: "Les subventions fédérales ne comprennent pas les fonds alloués aux FFRDC dont il a été question plus haut".

N.B.: Les personnes désireuses de recevoir des copies supplémentaires du présent *Bulletin* ou de l'un des numéros antérieurs pourront les obtenir au coût de 2\$ l'exemplaire en s'adressant au CIRST.

CIRST

Université du Québec à Montréal

Case Postale 8888, succursale Centre-ville

Montréal (Québec) Canada H3C 3P8

Téléphone: (514) 987-4018

Télécopieur: (514) 987-7726 ou 987-4166

LE *BULLETIN CIRST/ENVEX* EST REBAPTISÉ

Le *Bulletin CIRST/ENVEX* s'intitulera désormais *Bulletin de l'enseignement supérieur*. Au seuil d'une quatrième année de publication, ce changement de nom nous est apparu opportun à plus d'un égard.

Sous son ancien titre d'abord, ce *Bulletin* était souvent confondu avec le *Bulletin du CIRST*, un autre trimestriel produit par le Centre, mais destiné celui-là à faire connaître l'ensemble des activités qui y sont réalisées: recherches en cours, publications, colloques, séminaires, etc.

D'autre part, la désignation *CIRST/ENVEX*, choisie dès les débuts de la participation du Centre au Réseau de veille de l'ENVironnement EXterne de l'Université du Québec, nous était alors apparue évidente puisqu'elle regroupait l'acronyme du Centre et celui du projet pour lequel il s'était engagé. Il appert toutefois qu'aux yeux de plusieurs de nos lecteurs, notre titre apparaît encore passablement ésotérique.

Troisièmement, la veille de l'environnement externe devait, selon le projet initial, nous amener à identifier et à observer les grandes tendances sociales susceptibles d'affecter les universités québécoises à court, moyen ou long termes. Très rapidement cependant, la nécessité de porter également une attention soutenue à l'évolution interne des universités au Québec et en dehors du Québec s'est imposée d'elle-même. Si bien qu'en définitive, le *Bulletin CIRST/ENVEX* s'intéresse depuis déjà longtemps à toute question reliée à l'enseignement supérieur. Par rapport à la mission que s'est donnée le *Bulletin*, le nouveau titre est donc non seulement plus transparent, mais aussi plus juste. Cela étant dit, le CIRST maintiendra, comme par le passé, sa participation au Réseau ENVEX et le nouveau *Bulletin* demeurera, comme l'ancien, le principal fruit de cette collaboration.

Il faut ajouter enfin que ce nouveau baptême nous permet de marquer d'une façon spéciale le rattachement du Groupe de recherche sur l'enseignement supérieur (GRES) au CIRST. Le *Bulletin de l'enseignement supérieur* devient d'ailleurs, à partir de maintenant, l'organe officiel du GRES.

Comme par le passé, les commentaires et suggestions de nos lecteurs seront accueillis avec grand intérêt. N'hésitez donc pas à entrer en contact avec nous.

LES UNIVERSITÉS FACE AU PALMARÈS DE *MACLEAN'S*

Yves Gingras, UQAM
Benoît Godin, INRS
Observatoire des sciences
et des technologies

Dans son récent document de consultation visant l'élaboration d'une politique des universités, la ministre de l'Éducation annonçait son intention de procéder de façon systématique et régulière à leur évaluation. Depuis quelques temps déjà, les universités sont d'ailleurs appelées à comparaître en Commission parlementaire pour défendre leurs activités. Cependant, lors de cet exercice, elles ne disposent pas vraiment d'indicateurs de performance qui permettraient de les comparer les unes aux autres.

Seule la revue *Maclean's* publie annuellement un palmarès des universités, relançant à chaque fois le débat sur l'évaluation des institutions d'enseignement supérieur. Plusieurs d'entre elles sont en effet insatisfaites des critères retenus pour les classer, mais, de façon opportuniste, n'hésitent pas à utiliser les résultats lorsque le classement les avantage et ce, même si elles savent fort bien que les indicateurs sont souvent de qualité douteuse. La revue utilise vingt-deux critères pour tenir compte des multiples aspects de l'activité des universités. Il n'est pas possible ici de les analyser tous en détail et nous limiterons notre intervention à l'évaluation de la recherche, étant entendu que cette fonction est, avec l'enseignement, au coeur de la mission des universités.

La section de gauche du tableau 1 indique l'évolution de la position relative des universités avec faculté de médecine en matière de recherche selon la revue *Maclean's* pour les années 1992, 1994 et 1996. Cette classification est fondée sur un indicateur simple: la valeur moyenne des subventions par professeur obtenues auprès des organismes subventionnaires canadiens. Il s'agit là d'un indicateur *d'entrée* de ressources et non d'efficacité de leur utilisation. Or, une évaluation se fonde habituellement sur un rapport entrée/sortie ou sur une mesure de la quantité ou de la qualité des produits (sorties).

Nous croyons qu'un meilleur indicateur d'excellence de la recherche — car c'est bien sous cet emblème que *Maclean's* présente son enquête — est fourni par le facteur d'impact des publications, outil fréquemment utilisé en évaluation de la recherche. Il mesure la qualité des revues dans lesquelles les articles sont publiés à partir du nombre moyen de citations aux articles qu'elles publient. Ainsi, les revues *Nature* et *Science* ont un facteur d'impact très élevé et sont considérées comme les meilleures revues internationales. Y publier est considéré par les pairs comme un indice d'excellence. De plus, cet indicateur est lié aux *résultats* de la recherche (output) et non aux seules *ressources* utilisées pour faire de la recherche (input), comme c'est le cas de celui retenu par *Maclean's*.

La section de droite du tableau présente, pour les mêmes universités avec faculté de médecine, la classification obtenue en utilisant le facteur d'impact moyen par université. On observe ainsi que, contrairement à la section de gauche du tableau, les universités qui sont aux premiers rangs sont bien celles que tous s'accordent à considérer comme excellentes sur le plan de la recherche. On pourrait aussi produire des classifications par grands domaines de recherche (médecine, physique, chimie, mathématiques, etc), ce qui permettrait d'ailleurs de mieux tenir compte du fait que les universités sont des regroupements hétérogènes de domaines de recherche et qu'elles peuvent exceller dans un champ davantage que dans un autre.

Les universités face au palmarès de *Maclean's*

Comme le suggère l'exemple retenu ici, l'évaluation des activités des universités n'est pas chose facile. Elle ne peut donc être laissée à la merci des premiers entrepreneurs venus et doit au contraire être prise en charge par des spécialistes de l'évaluation qui devront disposer des outils nécessaires pour construire des indicateurs fiables et de qualité. De ce point de vue, la suggestion de la Ministre de créer une fonction évaluation ne peut qu'être bien accueillie. Quant aux universités, au lieu de fournir à *Maclean's* des données pour ensuite en récuser les résultats, elles feraient mieux de mettre en commun leurs maigres ressources pour s'atteler à la difficile tâche de construire des indicateurs de l'activité universitaire.

TABLEAU 1
RANG DES UNIVERSITÉS EN RECHERCHE
SELON LE PALMARÈS DE MACLEAN'S
ET SELON LE FACTEUR D'IMPACT MOYEN
1992, 1994, ET 1996

Université	Maclean's			Facteur d'impact		
	1992	1994	1996	1992	1994	1996
Colombie-Britannique	2	3	1	4	6	6
McGill	1	2	2	1	1	1
Toronto	4	1	3	2	3	2
Queen's	10	5	4	11	11	11
Western	13	10	5	14	13	16
Alberta	6	4	6	10	8	8
Montréal	3	nd	7	7	4	9
McMaster	7	6	8	3	2	3
Calgary	8	8	9	6	5	4
Ottawa	5	7	10	13	10	15
Dalhousie	14	11	10	16	14	10
Manitoba	15	nd	12	12	16	14
Saskatchewan	11	9	13	17	17	17

source: Maclean's et Observatoire des sciences et des techniques.

DOSSIER: LA MISSION DES UNIVERSITÉS AU QUÉBEC: RETOUR SUR LES ÉTATS GÉNÉRAUX SUR L'ÉDUCATION

Il y a déjà plus de trois ans, en mai 1995, le ministre de l'Éducation de l'époque, Jean Garon, lançait une vaste consultation, la Commission des États généraux sur l'éducation, dans le but de préparer une réforme globale du système éducatif québécois, du préscolaire à l'enseignement supérieur. L'exercice, engagé dans le cas des universités avec l'intention de «tout mettre sur la table», reçut, selon le rapport final de la Commission, «un accueil plutôt mitigé de la part d'un bon nombre de membres de la communauté universitaire»(1) et laissa en suspend une grande partie des questions concernant l'enseignement supérieur. Le ministère de l'Éducation du Québec opta alors pour une nouvelle série de consultations qui aboutirent notamment au dépôt du rapport sur le financement des universités (le Rapport Gilbert, en avril 1997) et en février 1998, à la publication d'un document de travail devant servir de base de discussions aux travaux de la «Commission sur la mission, l'organisation et le développement du réseau universitaire»(2). Présidée par Pierre Harvey, cette commission, dont les premières audiences furent tenues dans le courant de cette année, reçut de la ministre de l'Éducation Pauline Marois, le mandat de préparer un ensemble de propositions à débattre sur les principaux problèmes qui confrontent les universités, ce travail devant aider à élaborer la future «politique gouvernementale à l'égard des universités».

Rédigé par un comité du Ministère de l'Éducation, le document de février 1998, voulant faire le point à la suite des États généraux, mit de l'avant une définition de la mission des universités qui semble avoir presque fait l'unanimité contre elle. «La mission fondamentale de l'université», lit-on dans ce texte, «est de donner une formation au plus haut niveau, à toute personne qui en a la volonté et l'aptitude» (p.20). Étrillée de belle façon par les milieux syndicaux et étudiants, accueillie avec ironie dans la presse, cette formulation «réductrice» est suivie par quelques lignes d'explicitation qui ne firent rien pour apaiser les critiques. Après avoir rappelé les deux champs d'activités où «cette mission se déploie», «l'apprentissage et l'enseignement» et «la recherche, la création et le développement des connaissances», le texte continue en posant une distinction entre ceux qui ont la charge d'enseignement au premier cycle dont la responsabilité est, en gros, de se maintenir au fait du développement de leur domaine, et ceux s'occupant du deuxième cycle (recherche) et du troisième cycle et qui doivent s'adonner à des activités de recherche pour être en mesure de guider leurs étudiants. Interprétée, surtout dans le corps professoral, comme une attaque frontale contre la recherche universitaire, cette définition semble vouée aux gémonies. De fait, dans un document publié en septembre 1998, Pierre Harvey évite cet aspect de la question et s'en tient à une formulation assez vague: «c'est dans la création et la diffusion du savoir, c'est-à-dire la recherche et l'enseignement, que réside l'essentiel de la mission des universités»(3).

Devant les vives réactions suscitées par cette question, il nous a paru intéressant de revenir sur les mémoires déposés lors de la Commission des États généraux sur l'éducation, pour essayer d'abord de distinguer les différentes prises de positions des principaux «membres de la communauté universitaire» sur le problème de la mission de l'enseignement supérieur, et ensuite, de dégager, si possible, leurs fondements. A cette fin, une soixantaine de mémoires furent consultés, représentant la plupart des intervenants dans le milieu universitaire québécois: les diverses institutions, les syndicats de professeurs ou de chargés de cours, les associations étudiantes de même que plusieurs acteurs dont les intérêts peuvent parfois être très liés avec les universités

La mission des universités au Québec

comme, par exemple, certains ordres professionnels, le Conseil du patronat du Québec ou l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences(4).

Appelés à exprimer leurs doléances sur le système éducatif en général, ces intervenants eurent assez souvent l'occasion d'exposer, ne serait-ce qu'implicitement, leur conception de la mission des universités, de leurs fonctions, de leurs buts, et parfois de se prononcer sur un éventuel renouvellement de ceux-ci.

La lecture d'une grande partie de ces mémoires confirme que cette définition représente un enjeu important à la fois pour les institutions, les forces syndicales et les étudiants, notamment dans les tensions que l'on voit poindre, sur fond de coupures budgétaires, à propos de certaines propositions sur la restructuration, la différenciation des établissements universitaires au Québec, de même que sur la spécialisation des fonctions dans le corps professoral.

En fait, à l'heure actuelle, le milieu universitaire québécois est travaillé par divers courants où s'opposent, pour schématiser, ceux qui penchent pour l'instauration d'une relative libre concurrence entre les institutions et ceux qui préconisent un partage des responsabilités des établissements grâce à une planification concertée au niveau du réseau; ceux qui prônent des énoncés de mission ciblés et spécifiques pour chaque université et ceux qui veulent trouver (ou retrouver) une vision globale et commune de la mission des établissements d'enseignement supérieur; ceux qui mettent de l'avant une certaine spécialisation de la tâche des professeurs et ceux qui récusent absolument une telle modification.

LE MONDE UNIVERSITAIRE ET LA NOTION DE MISSION

Avant d'examiner ces documents, il convient de revenir brièvement sur cette notion de mission pour dissiper une certaine confusion autour de son sens dans l'enseignement supérieur.

A l'automne 1994, le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) adoptait un avis publié l'année des États généraux qui tente, en restant centré sur le Québec, de clarifier les principales dimensions de cette question (5).

D'après le Conseil, il est possible d'observer «à travers les âges», l'université accomplir «sa mission de produire, de conserver, de transmettre et de diffuser des savoirs en perpétuel renouvellement, et ce, dans une relation dialectique entre l'enseignement et la recherche, au sein d'une communauté qui se refait sans cesse» (p.67). Selon cette optique, qui met l'accent sur la pérennité de cette mission et sa lente extension - avec certes des variations - aux institutions universitaires de «l'ensemble des sociétés industrielles», l'université québécoise, en adoptant ce modèle récemment (surtout depuis les années 1960), se place dans un «mouvement» qui semble trouver sa nécessité à la fois dans les intérêts nationaux de chaque pays et dans les demandes sociales et économiques.

Dans ce sens, au Québec, comme ailleurs, les universités exercent aujourd'hui, par leurs activités d'enseignement, de recherche et de services aux collectivités, des fonctions essentielles de formation supérieure, de développement des connaissances en plus d'avoir, comme lieu autonome, une fonction critique dans la société. Soumises à des tensions, à des «dilemmes» pouvant les remettre en question, ces activités, «qui font l'unanimité dans les milieux universitaires des pays industrialisés» (p.68), doivent être dans l'ensemble maintenues, selon le Conseil.

De fait, l'examen des mémoires des États généraux - qui par ailleurs ne mentionnent que très rarement l'avis du CSE, publié probablement trop tard - montre combien cette définition de la mission des universités, qui repose sur des prémisses contestables(6), est très largement endossée par les milieux universitaires québécois. Cet examen montre aussi qu'au delà de cette définition qui fait référence au système universitaire en général, certains mémoires utilisent la notion de mission dans un sens à la fois plus restreint et plus technique.

Dans une étude, publiée en 1995, sur les tendances de l'évolution des établissements d'enseignement supérieur au Royaume-Uni, et notamment sur leur différenciation, Lesley Mackay *et al.* rappellent que la mission est un concept issu du monde des affaires qui s'est précisé, dans les années 1960-1970, à partir de différentes formulations de la théorie des systèmes et de la gestion par objectifs (GPO). Dans le processus de GPO, la mission, qui se distingue des buts et des objectifs, est «un exposé des desseins de l'entreprise, qu'ils consistent à maintenir des relations existantes, à changer de situation, à se développer, à se comprimer ou à se différencier». Le but, ajoutent les auteurs, est plus précis que la mission et «fait référence à une clientèle, un processus et un résultat», c'est «ce vers quoi tend l'entreprise». L'objectif, quant à lui, «dérive du but plus large, et doit être à la fois mesurable et vérifiable»(7).

Pas toujours formulé très clairement par les entreprises, l'énoncé de mission est souvent englobé dans le processus global de planification stratégique dont il est un «outil essentiel». Poussant plus avant, Mackay *et al.* soulignent également qu'au delà du concept de mission, les théoriciens de la gestion distinguent aussi la notion de vision qui suggère, entre autres, «une perception et une compréhension subjectives des tendances industrielles» et une capacité de prévoir ce que l'organisation peut faire, peut devenir.

Lentement intégrés dans l'enseignement supérieur jusque dans les années 1980, les modes de gestion s'inspirant de ceux des grandes entreprises se sont rapidement répandus depuis, d'abord dans les universités américaines et un peu plus tardivement au Royaume-Uni où leur introduction se fit sur les recommandations de divers comités (parlementaires ou non) sur l'éducation. Dans le cas britannique, les pouvoirs publics et les responsables d'établissements tombèrent d'accord: les problèmes liés au manque de planification à long terme et aux crises financières répétées, de même que l'intensification de la différenciation et de la concurrence entre universités, rendaient nécessaire un nouveau type de gestion. Dans ce contexte, l'énoncé de mission, qui fournit le cadre du plan stratégique de chaque université, devait entre autres «faire fonction d'indicateur qualitatif de performance lors de l'audit des établissements d'enseignement supérieur» (p.216).

Utiles - on verra que ces différents termes sont souvent utilisés avec moins de rigueur dans les mémoires des États généraux -, les précisions de Mackay *et al.* aident à discerner les pressions, encore faibles, en faveur de l'accentuation de la différenciation des institutions dans le cas du réseau universitaire québécois, et de voir poindre les lignes de forces d'un débat qui pourrait prendre de l'ampleur dans les années à venir.

Cette mise au point étant faite, suit l'examen des documents des États généraux en distinguant quatre grands groupes: les institutions, les syndicats, les étudiants et les milieux proches des universités. Pour plus de clarté, la présente analyse s'attarde plus particulièrement sur les mémoires qui apparaissent les plus représentatifs.

LE MILIEU INSTITUTIONNEL

LA CREPUQ

Organisme privé fondé en 1963, la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) regroupe, sur une base volontaire, les chefs de dix-neuf établissements d'enseignement supérieur de la province et constitue à la fois un forum d'échanges, un service de recherches sur les questions universitaires, un centre de coordination interinstitutionnel, ainsi qu'un instrument de "lobby" important. Parfois contestée, à l'extérieur comme à l'intérieur des milieux universitaires (certains syndicats de professeurs demandent sa dissolution), la Conférence, qui rassemble des institutions aux intérêts parfois «profondément divergents»(8), tend à limiter ses prises de position aux questions faisant déjà l'objet d'un consensus parmi ses membres: ce type d'organisme - Denis Bertrand l'avait déjà remarqué lors de la Commission parlementaire sur le

financement des universités de 1986(9) - est peu fait pour défendre des idées audacieuses sur des sujets controversés.

Comme lors de toutes les grandes consultations récentes concernant le monde universitaire au Québec, la Conférence fut amenée à présenter un mémoire aux États généraux sur l'éducation dans lequel il est possible de dégager les principaux éléments de sa conception de la mission des universités, bien que ce document soit d'abord une analyse de la situation des universités québécoises, «résolument opposé[e] à la morosité et au pessimisme ambiants». Selon la CREPUQ, en effet, «en ces temps difficiles, l'on a davantage tendance à parler des problèmes que des réalisations». Devant les rumeurs de crise dans le monde universitaire, la Conférence entreprend donc de défendre le bilan, «remarquable», de l'enseignement supérieur au Québec depuis une trentaine d'années, insistant sur la capacité de ses membres de faire face eux-mêmes aux différents problèmes qui les confrontent, pourvu qu'on leur en laisse les moyens.

Les universités, affirment le regroupement des chefs d'établissement, «sont la cible de critiques»: les étudiants seraient mal encadrés, la relation pédagogique serait dégradée et les professeurs, dont les qualités pédagogiques ne sont pas prises en compte, négligeraient l'enseignement au profit de la recherche. De plus, continue-t-il, ces critiques sont parfois présentées comme les raisons des taux de décrochage trop importants chez les étudiants et l'allongement excessif des études pour compléter les programmes; «certains» allant même jusqu'à remettre en question le lien entre l'enseignement et la recherche dans la formation universitaire.

Or, pour les chefs d'établissements, il ne saurait être question de remettre en cause «ce qui donne son sens à l'entreprise universitaire moderne, ce qui constitue le coeur même de sa vocation propre, (...) la dynamique du couple enseignement-recherche et le caractère indissociable de ces deux activités des universitaires». Ils continuent: «il demeure difficile de s'opposer à (...) [l'idée] qui veut que c'est en étant actif en recherche, (...) que le professeur peut le mieux transmettre à ses étudiants les connaissances les plus récentes». Certes, admettent les chefs d'établissements, la recherche a parfois éloigné les professeurs de l'enseignement, il faut néanmoins «réconcilier» ces deux volets de la mission universitaire. D'ailleurs, la recherche représente, même au premier cycle, un outil de formation essentiel dont s'inspire plusieurs nouvelles stratégies pédagogiques. En effet, poursuivent-ils, la recherche permet le développement de la pensée critique, une compétence «bien plus importante que l'acquisition de connaissances qui deviendront rapidement caduques». L'université constitue, de plus, le lieu privilégié où s'effectue «l'essentiel de la recherche libre et fondamentale (...)». (...) cette recherche dont les retombées sont imprévisibles, mais qui a historiquement nourri tant de bouleversements scientifiques (...)». Dans ce sens, sans être remise en question, la coopération entre les universitaires et les entreprises doit être encadrée par des normes éthiques strictes (sur lesquelles, rappellent les chefs d'établissements, s'est d'ailleurs penché le Groupe de travail sur l'éthique de la CREPUQ). En effet, le développement de la recherche subventionnée et commanditée pourrait compromettre la capacité des universités de travailler à la solution de problèmes plus globaux: «si on n'y prenait garde», la recherche libre et fondamentale pourrait «s'étioler inexorablement». De même, en ce qui concerne la formation, il s'agit de «préserver le fragile équilibre» entre la mission propre aux universités et les exigences de plus en plus nombreuses du marché du travail.

En fait, affirme la CREPUQ, le principal problème auquel font face les universités est lié aux compressions budgétaires imposées par le gouvernement provincial (aggravées par le désengagement fédéral). Dans un contexte international de plus en plus compétitif, l'État québécois se doit de mettre en place une fiscalité concurrentielle par rapport à ses partenaires commerciaux tout en trouvant de nouveaux moyens de faire face à l'émergence d'un nouveau type d'économie basé sur le savoir et l'innovation: les choix de société des années 1960, notamment la très large prise en charge des coûts de l'enseignement supérieur par les finances publiques, ne peuvent tout simplement plus être assumés aujourd'hui. Dans ce sens, les établissements ayant déjà fait de gros efforts pour resserrer leur gestion, l'augmentation du financement privé des universités (hausse des frais de scolarité, notamment) apparaît inéluctable, estime la Conférence.

Telle est en gros, sur ce point, la teneur du document présenté par la CREPUQ. Pour les directions d'établissements, qui insistent par ailleurs sur la nécessité de «préserver les acquis» de l'enseignement supérieur, de «maintenir la poursuite des objectifs», le système universitaire québécois a permis de réaliser «des progrès considérables» et, malgré la «période très difficile» qu'il traverse, il ne faut surtout pas modifier les bases de la mission des universités, le couple indissociable de l'enseignement et de la recherche.

L'examen des documents soumis séparément par les différentes institutions québécoises révèle parfois cependant certaines nuances par rapport à leur organisme porte-parole.

LE RÉSEAU UNIVERSITAIRE

Faisant état de préoccupations plus directement liées à leur situation particulière, chacune de ces institutions aborde la question de la (ou de sa) mission de façon incidente dans le cadre d'une analyse plus ou moins inquiète de la situation du système universitaire. Cette question est alors développée à des degrés divers, en se référant toujours plus ou moins explicitement aux fonctions «indissociables» d'enseignement et de recherche. D'autres volets de cette mission (ou d'autres missions) sont parfois mentionnés: leur définition donne lieu aux premières divergences.

LA QUESTION DE LA MISSION SOCIALE

Deux institutions, l'École des hautes études commerciales (HEC) et l'Université du Québec à Montréal (UQAM), prennent en effet la peine de rappeler que les universités se doivent d'exercer en plus une fonction de «service» pour la société (de fait, des "services à la communauté" existent dans plusieurs institutions) qui, à l'examen, revêt cependant une signification fort différente pour chacun de ces deux établissements.

Pour sa part, l'École des HEC explique que le vaste mouvement de «mondialisation» qui touche les sociétés actuelles va être déterminant dans l'évolution des «trois missions fondamentales» des universités qui, loin d'être remises en question, verront leur rôle amplifié. Les «fonctions éducatives des universités» («enseignement spécialisé et de haut niveau» et «recherche spécialisée et de pointe») seront de plus en plus utilisées par les acteurs sociaux, et notamment par les entreprises, de même que sera accentuée la «mission sociale» de service à la communauté des institutions universitaires (pp.9-12). Cette mission sociale «de participer au développement de la société» sera, dans l'optique des HEC, essentiellement liée aux besoins de formation continue de la main-d'oeuvre (p.10). Dans ce sens, de continuer l'École, «si les [programmes de] certificats (...) se sont développés, c'est justement parce que les universités ont essayé de bien jouer leur mission sociale». De plus, selon les HEC, le contexte pousse les universités à intégrer dans leur mission sociale des nouvelles façon de faire. On assiste ainsi à un «mariage entre la mission recherche et la mission sociale»: «les entreprises veulent participer aux projets de recherche fondamentaux et elles souhaitent que les universités initient des projets de recherche centrés sur leurs préoccupations». De même, un autre mariage apparaissant entre la fonction enseignement et la fonction sociale, «la formation continue des professionnels va lentement passer des corporations professionnelles aux universités» (p.11). D'après l'École, les universités doivent, «contexte oblige», assumer ces transformations si elles veulent contribuer au progrès de la société québécoise.

Tout autre est la conception de l'UQAM qui consacre, à la fin de son mémoire, une annexe de 4 pages («L'université partenaire de son milieu - La politique des services aux collectivités») à ce troisième volet de la mission universitaire.

Dans une analyse beaucoup plus contrastée, l'UQAM soutient que la mondialisation des échanges économiques, la «concurrence impitoyable entre les sociétés» menacent la «survie» même du Québec comme société «originale, démocratique et prospère» et exige, de la part du système d'éducation, une «action

réformatrice rapide et résolue» (p.21). Dans ce sens, rappelle l'institution dans son annexe, l'UQAM appuie fermement depuis plus de 15 ans une politique, «peu commune au Québec», de partenariat dans la recherche, le transfert des connaissances et la formation avec des groupes de femmes, des groupes populaires et des organisations syndicales, politique qui vise à répondre «aux besoins de recherche et de formation de collectivités défavorisées ou généralement non desservies par les universités» (p.1). Faisant un bilan de son action, l'UQAM insiste sur la richesse des problématiques étudiées à partir de ces initiatives (itinérance, chômage, sida, monoparentalité...), sur les retombées «impressionnantes» pour le ressourcement des activités de formation ainsi que sur l'amélioration des milieux de vie des collectivités concernées. Si pour l'UQAM, il s'agit là de l'un des nouveaux modes d'interaction que les institutions québécoises sont appelées à développer, on note cependant que ce sujet n'est pas relevé dans les autres mémoires institutionnels.

Flagrante, la divergence entre les HEC et l'UQAM illustre assez l'utilisation par les établissements du caractère vague de cette notion de mission pour faire la promotion de leurs activités dans certains créneaux particuliers ou pour mettre l'accent sur une dimension particulière du travail universitaire. L'impression d'une notion "fourre-tout" est confirmée avec l'intervention de l'Université Laval qui insiste sur «la mission culturelle» des universités, «dans la conservation de la culture des peuples» - une idée qui n'est pas développée dans les autres mémoires.

De fait, en 1995, les établissements sont surtout préoccupés par l'impact sur leurs activités du contexte de mutations socio-économiques, en particulier les coupures budgétaires gouvernementales, et évoquent leur mission, et parfois un éventuel «réalignement» de celle-ci, dans le cadre d'une réflexion sur des réponses à apporter à ces difficultés financières.

CONJONCTURE ET RÉACTUALISATION DE LA MISSION

Dans la plupart des mémoires, comme on a pu l'entrevoir dans la section précédente, la conjoncture, est interprétée comme un puissant facteur de transformation pour les universités: toujours définie assez succinctement, cette conjoncture réfère de façon plus ou moins floue, entre autres, à la globalisation des marchés, au libre-échange, au rôle déterminant de la formation dans la capacité concurrentielle et à l'émergence de nouvelles technologies, notamment en ce qui concerne l'information et la communication.

Si les effets de la conjoncture sur la mission de l'université sont globalement reconnus, les analyses divergent cependant quant aux réponses à apporter, notamment en ce qui concerne les orientations fondamentales à donner à la fonction de l'enseignement.

Ainsi pour le siège social de l'Université du Québec (UQ), la «mutation socio-économique et sociotechnique» à laquelle fait face la société «nourrit le consensus que seuls les groupes qui se seront appropriés cet univers techno-économique connaîtront un avenir acceptable» (p.2). L'institution continue: «l'adhésion quasi mystique, dans certains cas, aux credos de la compétitivité et de la performance prend parfois des allures d'un nouvel intégrisme» (p.2). L'emploi est devenu une obsession qui conditionne les comportements et les visées de la plupart des décideurs, notamment dans l'éducation. Or, pour l'UQ, il faut remettre en question les valeurs dominantes véhiculées par cette conjoncture et réaffirmer «que la finalité première de l'éducation est la personne dans son intégralité, et non le futur travailleur»: l'éducation doit transcender «les exigences du marché du travail et les besoins en main-d'oeuvre à court terme, fussent-ils ceux des étudiants eux-mêmes, et (...), sans se dissocier de ces préoccupations légitimes», mettre l'accent sur le développement du potentiel intellectuel et humain des personnes (p.3). Cette analyse se distingue clairement de celle de l'Université McGill, par exemple.

Pour McGill, nous vivons actuellement une révolution - la révolution de l'information - qu'il est impossible d'ignorer et dont les conséquences seront aussi importantes que celles de la révolution industrielle. Une société moderne, poursuit l'institution anglophone, doit apprendre à fonctionner dans le contexte mondial,

«si elle ne veut pas rejoindre les rangs des nations déshéritées. Jouer le jeu est une question de survie nationale, rien de moins». En ce qui concerne le système d'éducation, il faut qu'il s'adapte et que son niveau soit rehaussé: «il n'y aura bientôt plus d'emplois pour les travailleurs sans formation: notre population active doit donc posséder un niveau de compétence au moins aussi élevé que celui de nos concurrents».

Ces deux discours - celui, "humaniste", de l'UQ et celui, nettement plus utilitariste, de McGill - illustrent une tension présente dans la plupart des mémoires et sous-jacente dans le débat sur la libre concurrence ou la planification concertée entre les institutions (où elle fonctionne pratiquement dans le rapport de l'homologie).

COMPRESSIONS ET RÉACTUALISATION DE LA MISSION

Liées plus ou moins explicitement à la conjoncture, les compressions budgétaires que subissent les universités constituent un des thèmes dominants des mémoires institutionnels. Là encore, les conséquences des coupures sur la mission des universités sont évoquées et donnent lieu à des analyses assez différentes.

Avant d'examiner ces différences plus en détails, il convient de remarquer que, en ce qui concerne ces compressions, le ton des mémoires institutionnels est nettement moins ferme et revendicateur que certaines interventions de recteurs dans la presse auraient pu laisser supposer(10).

Si lors de la Commission parlementaire de l'éducation de l'Assemblée nationale du Québec de l'automne 1986, l'idée que l'université «constitue ou doit constituer un investissement social et économique prioritaire» était massivement défendue(11), il n'en est plus de même dix ans plus tard. L'examen des mémoires de la Commission des États généraux sur l'éducation montre bien que, en dépit de quelques protestations, les établissements d'enseignement supérieur ne semblent guère se faire d'illusions sur le caractère inévitable et définitif des compressions budgétaires qu'ils ont subies et qu'ils vont subir: en fait, le souci principal est de trouver des solutions de rechange. «Nous ne vivons pas une vulgaire crise financière» écrit, par exemple, la direction de l'Université du Québec à Hull (UQAH), «mais une période de profonde redéfinition et les universités sont appelées à se remettre en question pour s'y situer, pour s'y tailler une place» (p.5).

Constatant que la concurrence entre institutions est appelée à jouer un rôle accru dans une conjoncture où le financement de l'État diminue, les établissements se rendent à l'idée, comme le mentionne l'Université de Montréal, que «chaque université devra procéder à une transformation interne qui passe par le réaligement de sa mission par rapport au contexte, à ses priorités, à ses grandes orientations. (...) [chaque université] ne peut plus prétendre à l'exhaustivité et offrir tout l'éventail des programmes, des options, voire des cycles» (p.15). «Le Québec doit choisir: miser sur un nombre restreint d'universités et leur accorder le financement nécessaire à une plus grande qualité, ou accorder un traitement uniforme à toutes les universités qui équivaldrait à un «saupoudrage inapproprié de ressources de plus en plus restreintes». «L'heure des choix» a sonné, «la qualité commande un financement différencié pour des missions différenciées selon un modèle approprié aux besoins de la société québécoise» (p.11).

De fait, la question de la «différenciation», de la «spécialisation», de la «réactualisation» des missions des universités revient régulièrement dans les mémoires institutionnels pour en prôner les avantages ou en souligner les risques, certains optant pour une relative libre concurrence entre les établissements, d'autres se prononçant pour un partage concerté, planifié, des responsabilités, des domaines disciplinaires, notamment pour éviter la compétition pour les mêmes clientèles. Dans ce sens, le réaligement des missions vise aussi à gérer les rapports entre les universités du réseau.

MISSION ET GESTION DES RELATIONS INTERINSTITUTIONNELLES

L'évocation, dans les mémoires de la Commission des États généraux, du réaligement des missions des universités est l'occasion, pour les différents établissements, de faire valoir des perspectives plus particulièrement propres à servir leurs intérêts.

Pour McGill, par exemple, une rivalité des enseignements universitaires se dessine «à l'échelle planétaire» (p.12). Déjà, explique l'institution anglophone, des universités comme Harvard, par exemple, offrent des programmes réguliers dans plusieurs villes canadiennes et c'est à ce type de défi que devra faire face le «réseau universitaire national». Face à l'élargissement substantiel de la variété des besoins en enseignement supérieur, «la différenciation des missions des universités» apparaît, selon McGill, comme une «solution partielle» certes, mais efficace. «Un système universitaire de masse est particulièrement bien servi lorsqu'il existe une différenciation entre les établissements»: ce genre de «stratification» permet «une variété plus grande de réponses qui cadrent mieux avec les besoins et les objectifs des enseignants, des étudiants et de la société en général»; de plus, il est «rentable sur le plan économique» (p.12). D'ailleurs, continue McGill, «la plupart des pays se sont dotés d'un réseau (...) différencié, dont certains éléments attirent les meilleurs étudiants et rivalisent avec les meilleurs établissements du monde (...), tandis que d'autres se concentrent davantage sur certains besoins régionaux spécialisés». Dans une «société canadienne, où depuis 30 ans, la tendance penche en faveur de l'homogénéité», la compétition internationale nous impose «les notions de sélectivité et de diversité» (p.13).

McGill, dont le prestige est largement reconnu sur le plan international, ne semble pas douter de pouvoir affronter les meilleures universités américaines, pourvu qu'on lui laisse les mains libres. Les universités francophones des grands centres, quant à elles, tendent à miser davantage sur une certaine coopération.

L'Université de Montréal (UdeM), par exemple, écrit: «au moment où le constat de la nécessité de la diversification des missions s'impose dans le réseau des 18 universités ontariennes, dans le réseau albertain, etc., *dans un contexte de complémentarité plutôt que de redondance compétitive*, il nous apparaît urgent qu'une telle analyse soit menée au Québec» (p.12, italiques dans le texte). Insistant sur le caractère inévitable de ces transformations mais sans invoquer une quelconque hiérarchisation des établissements, l'UdeM appelle à un «partage concerté des champs disciplinaires» et à la mise en place de mécanismes pour harmoniser la mutation des universités québécoises et optimiser les ressources du réseau universitaire.

Poussant l'idée un peu plus loin, l'UQAM se prononce pour «une rationalisation du réseau universitaire dans son ensemble» pour «chercher des économies supplémentaires» (p.19). Dans ce sens, l'UQAM souhaite que les universités précisent davantage, «pour leurs disciplines et domaines d'études, leurs champs de compétence, leurs champs de spécialisation et leurs champs d'excellence» (p.21). Prônant le maintien de certaines expériences de programmes conjoints d'études aux trois cycles, l'UQAM appelle à la constitution d'équipes professorales de différents établissements et à une collaboration interuniversitaire pour préserver des champs disciplinaires qui deviendraient trop coûteux. Mal à l'aise avec l'idée de hausser les frais de scolarité, l'UQAM envisage une collaboration étendue des institutions au plan administratif et préconise le développement de revues scientifiques communes, d'un service commun d'admission, de groupement d'achats, de la possibilité d'accès aux divers parcs informatiques, etc. Le développement des besoins de nouveaux pôles urbains dans la grande région de Montréal risquant toutefois de provoquer une «course aux clientèles», l'UQAM réclame que soit établie «une délimitation claire des territoires desservis par les universités» (p.20).

La nécessité d'établir un plan d'ensemble est également partagée par les établissements spécialisés qui, comme Télé-université, font valoir leur mission propre, leur créneau particulier, «à l'intérieur d'un nouveau type de complémentarité» (p.26). L'Institut national de la recherche scientifique (INRS) par exemple, qui se voit comme «une formule incontournable pour le Québec», souligne «que le système universitaire québécois doit se développer dans le cadre d'une vision plus stratégique et spécifique de chaque établissement basée sur la diversité et la particularité de ses fonctions, services et bénéficiaires» (p.12).

Cette vision d'un réseau universitaire complémentaire plus ou moins planifié ou "rationalisé", suscite cependant des inquiétudes, voire des oppositions.

Une institution régionale, l'Université de Sherbrooke, qui fait le parallèle avec les mutations du système de santé et les disparitions subséquentes d'établissements hospitaliers, met en garde contre une «rationalisation (...) par ailleurs peu claire» (p.7). La rationalisation du nombre de programmes identiques offerts par plusieurs universités, par exemple, «ne peut être imposée de l'extérieur». Privilégiant les forces du marché, l'Université de Sherbrooke se prononce pour l'élargissement de la liberté de manoeuvre des institutions, une «déréglementation calibrée» du tarif des formations et préconise en outre une plus grande «liberté d'intervention spatiale»: «il n'y a pas lieu de limiter géographiquement (...) [le] dynamisme respectif» des universités (p.8). Ce dynamisme, l'Université de Sherbrooke le trouve notamment dans sa capacité de satisfaire les besoins de clientèles, originaires de l'ensemble du Québec, auxquels «d'autres institutions plus proches, (...), pour divers motifs, n'ont pu ou n'ont pas voulu (...) répondre» (p.6).

Refusant de se laisser brider par une «vision» étroitement régionale, l'Université de Sherbrooke se prononce résolument en faveur d'une libre concurrence, relative certes, mais réelle, dans le réseau universitaire québécois. Même si les propositions de l'université estrienne trouvent peu d'échos parmi les autres institutions francophones, sa méfiance envers ceux qui «rêvent de rationalisation de l'enseignement supérieur» est partagée par plusieurs établissements en particulier en région.

L'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) par exemple, dont l'ambition est de continuer «à oeuvrer aux trois cycles d'enseignement et à demeurer active en recherche/création», exprime ses craintes que la rationalisation, amenant une réduction du nombre de programmes universitaires au Québec, ne «se fasse uniquement au détriment des régions» (p.8).

A l'évidence, les prises de positions des différentes institutions sur la question de la (ou des) mission(s) sont dans une certaine mesure surdéterminées, entre autres, par la place, la taille et le statut de chaque établissement dans le réseau universitaire québécois. Statut et intérêts jouent également un rôle important dans les prises de positions des autres intervenants.

LES MILIEUX SYNDICAUX

Autre grand groupe à se prononcer aux États généraux sur l'Éducation, les syndicats de professeurs et de chargés de cours sont, pour la plupart, tous présents. Loin d'être unanimes, leurs mémoires laissent voir des divergences importantes entre ces deux catégories de personnel.

Notre examen portera plus particulièrement sur le document de la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU) qui fait la synthèse des divers courants et présente l'essentiel de la position des professeurs sur la mission universitaire. Les mémoires des différents syndicats de professeurs, qui seront examinés sommairement, n'apportent en effet sur cette question que des développements limités. Les positions des syndicats de chargés de cours, relativement homogènes, seront vues ensuite.

LA FQPPU

Fondée assez récemment (1991), la FQPPU regroupe 18 syndicats et représente environ 8 000 des 9 000 professeurs d'universités du Québec. Si le nombre donne à la FQPPU un poids politique considérable, il peut nuire également à sa liberté de mouvement. Comme le faisait remarquer Denis Bertrand à propos de l'ancienne Intersyndicale des professeurs des universités québécoises (un regroupement "ad hoc" de 18 syndicats lors de la Commission parlementaire de 1986), ce type de regroupement - un peu comme la CREPUQ -, «de par sa nature même, (...) ne saurait prendre fermement position que sur les questions au sujet desquelles existe déjà un certain consensus parmi les professeurs-chercheurs des institutions représentées»(12).

Pour la FQPPU, les progrès enregistrés au Québec depuis trente ans en matière d'enseignement supérieur constituent «un immense acquis démocratique» et sont liés notamment à la «définition claire» des grandes fonctions des universités énoncées par le Rapport Parent (en 1964). Trois fonctions furent alors mise de l'avant, «la formation supérieure de la population québécoise, l'avancement des connaissances et l'exercice d'une fonction critique autonome au sein de la société» qui, selon la Fédération, sont «toujours au coeur de la mission universitaire» et dont la réalisation s'est faite dans trois domaines interreliés, à la base de l'activité des universités, soit l'enseignement, la recherche et le service à la collectivité (p.7).

Or, affirme la FQPPU, cette définition de la mission universitaire est aujourd'hui brouillée: des «pressions au rendement utilitaire et à court terme de la formation universitaire» se font sentir de plus en plus sur la recherche et l'enseignement, la prise en compte des besoins de l'industrie dans l'activité des universités remet en question les «objectifs de formation fondamentale». Par ailleurs, la composition sociale du Québec s'est transformée, les conditions économiques des étudiants se répercutent sur leurs conditions d'études et la multiplication et le morcellement des programmes «rendent plus difficile la cohérence dans les objectifs de formation» (p.7-8).

Dans ce contexte, des tensions sont apparues dans l'articulation des fonctions des universités, surtout entre l'enseignement et la recherche.

L'enseignement, écrit la FQPPU, se fait dans des conditions de plus en plus difficiles: l'augmentation et la diversification des clientèles, la multiplication des programmes, l'accroissement des exigences, entre autres, ont contribué à dégrader les conditions de travail professoral. Les ratios professeur/étudiants se sont détériorés et une part croissante de l'enseignement est confiée à une main-d'oeuvre précaire, les chargés de cours. Compte tenu que la mission première de l'université est de former des individus, cette dérive est préoccupante.

La recherche, pour sa part, a connu des progrès spectaculaires: elle est même devenue, aussi bien au niveau international que national, «l'instrument hégémonique de la mesure du rendement institutionnel et de la

reconnaissance professorale» (p.18). Cette valorisation systématique a entraîné «une dévalorisation de l'activité d'enseignement, au moins au 1er cycle» dénoncée dans «l'ensemble du milieu universitaire».

Selon la Fédération, cette distorsion est plus particulièrement due à la branche subventionnée de la recherche universitaire et «celle dont les retombées économiques [sont] les plus évidentes»: alors que les fonds de recherche sont de plus en plus rares, les professeurs, qui doivent «consacrer une partie de leur temps de travail à l'obtention de ces fonds plutôt qu'aux activités de recherche et d'enseignement», voient leurs conditions se détériorer.

Divers «remèdes» ont été proposés jusqu'ici, écrit la FQPPU, notamment la «redéfinition de la vocation des établissements universitaires»: aux côtés de grandes universités de recherche dédiées surtout à la formation de 2e et 3e cycle, se retrouveraient des grandes universités urbaines assurant la formation de masse ainsi que des établissements voués, en région, à l'enseignement de 1er cycle ou à des domaines d'expertise «ciblés et limités». Pour la Fédération, cette orientation, tout à fait inacceptable, favoriserait une hiérarchisation des institutions. Rappelant le caractère indissociable, dans la mission universitaire, de la recherche et de l'enseignement, la FQPPU s'oppose à cette division du travail entre les établissements et prône «le concept d'université à part entière», garantissant à chaque établissement qu'il ne se verrait pas préalablement défini une vocation tronquée (p.9).

Pour la Fédération, le «facteur de déstabilisation de plus en plus déterminant de la mission universitaire» est constitué par les difficultés budgétaires des établissements résultant «d'une véritable politique de dé-financement public des universités». Selon la FQPPU, les effets de ces compressions sont inquiétants: les tentatives de «diversification des sources de financement», hausse des frais de scolarité, dépendance accrue de la recherche à l'égard de l'industrie, remettent en question les «valeurs fondamentales qui ont présidé à la fondation du réseau». Exacerbée par les coupures budgétaires, la concurrence entre institutions ne doit pas devenir «le nouveau mode de développement» du réseau.

La définition de la mission et des objectifs à poursuivre semble se faire désormais dans le cadre de chaque établissement et c'est dans ce cadre que l'on voit, par exemple, s'affirmer certains énoncés de politique ou de mission qui favorisent la hiérarchisation des établissements, entre universités de recherche et universités de premier cycle (p.9).

En fait, deux conditions sont requises, d'après la Fédération, pour que les universités puissent continuer à contribuer «au progrès de notre société»: en premier lieu, remettre à jour «une conception commune et globale de l'institution universitaire qui, tout en respectant l'autonomie de ses établissements, fonde l'unité de leur mission et de leurs objectifs et définit (...) les prochaines étapes du développement universitaire»; et ensuite, élaborer une politique de financement (avant tout public) du réseau, les universités représentant un «investissement collectif» et un «choix de société».

Cette analyse est, en gros, partagée par l'ensemble des syndicats de professeurs qui reprennent, dans leur mémoire, parfois de façon plus appuyée, parfois de façon plus nuancée, à peu près les mêmes arguments en ce qui concerne la question des fonctions de l'institution universitaire: plusieurs citent d'ailleurs, pour l'endosser, la définition de la mission universitaire adoptée au congrès de la FQPPU en mai 1995.

LES SYNDICATS DE PROFESSEURS

Si, pour l'essentiel, les documents soumis par les syndicats de professeurs aux États généraux sur l'éducation apportent peu d'éléments nouveaux par rapport au mémoire précédent, ils permettent, à l'occasion, de préciser certains points.

Ainsi pour le Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ, 1 000 membres), l'accent doit être mis sur l'interdépendance de l'enseignement, de «la recherche et la création», et des services aux collectivités, dans le cadre d'une «définition large et généreuse de la mission universitaire» (p.3).

Développant «le concept d'université à part entière» de la FQPPU, le SPUQ se prononce pour «des universités complètes» aussi bien à Montréal qu'en région. Ces universités participeraient à la réalisation des trois composantes de la mission universitaire, oeuvreraient aux trois cycles (directement ou en complémentarité) et offriraient des programmes dans l'ensemble des grands secteurs «que l'on trouve habituellement dans les universités», arts, lettres et communications, sciences naturelles et sciences appliquées, sciences humaines et sociales, sciences de la santé, sciences administratives et sciences de l'éducation. Pour le SPUQ, «toute université devrait comporter des programmes dans chacun de ces secteurs», l'absence de certaines disciplines étant «susceptible de dénaturer l'essence même de ce qu'est l'université» (p.7). Préconisant une certaine complémentarité dans un système intégré d'institutions (où, par ailleurs, le siège social de l'UQ serait éliminé), le SPUQ fustige «la concurrence extrême» qui s'est développée entre les universités dont les budgets de publicité, par exemple, constituent un «gaspillage inutile de fonds public».

La position du SPUQ trouve un écho notamment auprès des syndicats de professeurs des universités en région, l'Université du Québec à Hull (SPUQAH, 130 membres), par exemple, qui ne veulent pas voir leur institution «cantonnée» seulement aux activités de premier cycle.

Centrés sur des préoccupations plus directement liées à leur situation spécifique, les mémoires présentés par les syndicats de professeurs s'entendent pour dénoncer les compressions budgétaires et les difficultés de réaliser leur mission de recherche et d'enseignement; ils s'inquiètent également, comme le fait le Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université de Sherbrooke (SPPUS, 400 membres) de ce «que l'on considère de plus en plus cette mission à deux axes comme deux missions distinctes que l'on pourrait à la rigueur réaliser dans des institutions distinctes» (p.1) ou faire exécuter par deux catégories de personnel, des professeurs-chercheurs et des professeurs-enseignants (SPUQ, p.9); ils s'indignent, comme le fait le SPUQAH, de ce que la recherche commanditée soit trop liée aux «intérêts mercantiles» et, comme le Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal (SGPUM, 1 300 membres), de ce que la recherche fondamentale, «non orientée», soit sous-financée; ils protestent enfin, comme le SPPUS, de ce que «la course effrénée "aux clientèles" et la concurrence interuniversitaire, (...) tiennent lieu présentement de politique d'accessibilité dans les universités» (p.3) (à noter que le SPUQ s'insurge contre l'idée d'assimiler les étudiants à une "clientèle", alors que certaines associations d'étudiants - comme la Société des étudiants de l'Université McGill, p.9 - se considèrent explicitement comme des regroupements de "consommateurs" de services).

Le rejet massif par les différents syndicats de professeurs de toute idée de scission des fonctions entre les établissements et à l'intérieur du corps professoral semble reposer d'abord sur le souci de maintenir un haut degré de qualité à l'enseignement universitaire. Il est possible de soupçonner d'autres raisons d'autant plus que l'autre groupe impliqué dans la fonction d'enseignement, les chargés de cours, se démarque notablement, sur ce point, des prises de positions des professeurs.

LES SYNDICATS DE CHARGÉS DE COURS

Le thème qui revient massivement dans les mémoires des syndicats de chargés de cours est celui de leur intégration institutionnelle et pédagogique dans la structure universitaire. Si, à l'origine, les chargés de cours étaient des spécialistes insérés sur le marché du travail qui venaient, en double emploi, faire le lien entre la matière à enseigner et le milieu professionnel, aujourd'hui, ce sont le plus souvent des enseignants en simple emploi (les chargés de cours «structuraux») assurant, selon ces mémoires, souvent plus de la moitié des cours de premier cycle dans certaines institutions. «Itinérants de l'éducation», les chargés de cours dénoncent, entre autres, leurs conditions de travail, le niveau de leur rémunération et leur statut précaire, et c'est avant tout dans cette perspective qu'ils abordent à l'occasion la question de la mission universitaire.

L'exposé du Comité exécutif du Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université de Montréal (SCCCUM, 2 000 membres) rassemble, sur ce point, des éléments d'analyse que l'on retrouve dans plusieurs mémoires de syndicats de chargés de cours.

A l'instar des documents des professeurs, l'influence déterminante du Rapport Parent, qui posa la définition des finalités de l'enseignement supérieur, est soulignée. Pour le SCCCUM, «le développement des compétences générales et professionnelles, le développement des connaissances et des applications et, enfin, le développement des collectivités et de la société», dans un cadre garantissant la qualité, l'accessibilité et l'efficacité du système, constituent des objectifs qui sont «toujours d'actualité» (p.10). Si les objectifs restent les mêmes, affirme le syndicat, les façons de les atteindre, de les actualiser, doivent cependant être révisées en raison des «importantes transformations de la situation politique (finances publiques), sociale (nouvelles clientèles) et économiques (productivité et internationalisation)» qui ont eu lieu ces dernières années (p.10).

En pleine mutation, les universités sont aujourd'hui confrontées à de nouveaux problèmes, notamment, la dévalorisation de l'enseignement, l'éclatement de la communauté universitaire et une régression de l'accessibilité à l'enseignement supérieur. Or, pour le SCCCUM, plusieurs de ces problèmes pourraient être résolus par un nouveau partage du travail enseignant et une meilleure intégration des chargés de cours.

En effet, explique le syndicat, la démocratisation de l'enseignement, le développement de la recherche et le sous-financement des universités ont bouleversé la cohésion du corps enseignant des universités et l'organisation de son travail. L'enseignement est aujourd'hui dévalorisé et n'est plus, comme il devrait l'être, en symbiose avec la recherche; celle-ci prend de plus en plus de place dans l'emploi du temps des professeurs et davantage d'importance dans leur évaluation. En outre, les professeurs dégagés d'enseignement ont été remplacés, à cause du sous-financement des universités, par une main-d'oeuvre précaire, les chargés de cours, dont les capacités restent sous-utilisées.

Par ailleurs, la recherche universitaire est «un outil de développement socio-économique de première importance pour le Québec». L'accentuation de l'effort qui doit être fait dans ce domaine et la compétition au niveau international remettent en question l'organisation de la tâche des professeurs: «un certain partage du travail doit donc être élaboré entre l'enseignement et la recherche pour que ces deux aspects de la mission des universités soient pleinement réalisés», écrit le SCCCUM (p.19).

De plus, pour le syndicat, compte tenu de l'état des finances publiques et de l'orientation de certaines propositions, en particulier du Conseil des universités, «il est clair que les politiques universitaires et gouvernementales via les organismes subventionnaires induisent une pression pour que la recherche soit la fonction première des professeurs d'universités». Or, ces derniers - qui ne sont pas «des surhommes» - ne peuvent tout faire, en conséquence «les chargés de cours sont là surtout pour réaliser l'enseignement (...) permet[tant] aux universités de remplir leur mission et aux professeurs, leur tâche» (p.19-20). L'intégration des chargés de cours, qui correspond, dans l'optique du SCCCUM, à une utilisation plus rationnelle des ressources des institutions, entérinerait peu ou prou une division du travail - que les syndicats de professeurs récusent absolument - entre des professeurs-chercheurs et des chargés de cours enseignants.

Comme dans le cas des institutions, la définition de la mission des universités constitue, pour les différents syndicats, un enjeu important: définir la mission, c'est aussi définir sa place, son rang, son futur. Pour les étudiants, il s'agit surtout de ne pas faire les frais des mutations qui semblent s'annoncer.

LES MILIEUX ÉTUDIANTS

Préoccupation majeure des étudiants, les frais de scolarité et l'accessibilité (au sens de l'égalité des chances aux études supérieures par opposition à l'accessibilité géographique) accaparent l'essentiel des mémoires de leurs organisations. Même si les opinions exprimées dans le mouvement étudiant sur ces deux problèmes sont à l'occasion dissonantes, l'analyse de la mission universitaire, dans les documents soumis aux États généraux, témoigne sinon d'un consensus du moins d'une certaine convergence de vues autour de cette question: le mémoire de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), organisation dont le poids est considérable, en donne un aperçu.

LA FEUQ

Établie depuis 1990, la FEUQ regroupe huit associations implantées dans sept universités et plus de 100 000 membres. Dans un document assez imposant qui traite de l'ensemble du système d'éducation, la Fédération fait état des principales préoccupations de ses adhérents: un système éducatif qui, en particulier, privilégie les valeurs humanistes, l'éthique et met l'accent sur une formation générale étendue; un système qui, notamment pour l'enseignement supérieur, reflète le consensus, établi il y a plus de trente ans, autour de la démocratisation des structures éducatives.

Pour la FEUQ, certains courants, certaines «modes» des dernières années, «productivisme, économisme, entrepreneurship, privatisation», risquent de «faire dévier la mission de cette institution unique» qu'est l'université. «[T]ransmettre et faire progresser les connaissances, à travers la recherche et la relation professeur-étudiants, tout en portant un regard critique sur la société», telle est la mission à préserver, et ce d'autant plus que le Québec «n'a jamais totalement rattrapé [son] retard historique» quant à l'enseignement supérieur (p.47). La FEUQ évoque, entre autres, quatre points à cet égard.

Premier point: l'éducation, comme bien collectif, doit continuer à être prise en charge par l'État et la situation des finances publiques ne peut être invoquée pour réduire les budgets dans ce domaine. D'ailleurs «avant même de parler de sous-financement», soutient la Fédération, «il conviendrait en fait de faire une analyse poussée et éclairée de la gestion interne de chacune des universités» (p.30). Dans ce contexte, les hausses des frais de scolarité préconisées par les directions d'établissement apparaissent comme des solutions de facilité et à courte vue dont les effets seraient désastreux sur l'accessibilité. Rappelons qu'à l'époque la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM), membre de la FEUQ, venait de dévoiler le «scandale» des salaires et avantages des cadres supérieurs de l'Université de Montréal(13).

Deuxième point: la sous-valorisation de l'enseignement au profit de la recherche, visible par la détérioration du ratio professeur-étudiants et l'augmentation du nombre de chargés de cours, est le résultat d'une mauvaise allocation des ressources. La pression de la recherche subventionnée et commanditée, certaines politiques salariales favorisant «les professeurs qui enseignent moins» ont créé un profond déséquilibre qui doit être corrigé. Pour la FEUQ, les administrations universitaires doivent réaiguiller leurs fonds vers la fonction enseignement. De plus, «la tendance à survaloriser la recherche pousse plusieurs individus à promouvoir la séparation de l'université en deux entités distinctes, l'une enseignante, l'autre dédiée à la recherche. Institutionnaliser ce clivage serait une dérive», il est essentiel de «réconcilier» ces deux dimensions à la base de la vie universitaire (p.47).

Troisième point: Les universités doivent «augmenter la qualité de l'enseignement et de l'encadrement». Dans ce sens, la FEUQ met l'avant plusieurs propositions visant à resserrer les critères d'embauche et d'évaluation des professeurs et à améliorer leur disponibilité (en supprimant le dégrèvement de tâches total, soit pour des recherches, soit pour remplir des fonctions administratives).

Dernier point: L'université devant d'abord former «des personnes souples, (...) capables d'adaptation, (...) outillées pour apprendre tout au long de leur vie», il est impératif qu'elle se tienne à distance des besoins

ponctuels et spécifiques du marché et maintienne son indépendance face aux entreprises. Certes, concède la FEUQ, la réalité économique doit être prise en compte, mais sans devenir un «outil de contrôle» de l'université par les entreprises (p.39). Les instituts techniques sont particulièrement exposés à ce type de dérive qui menace la fonction critique de l'ensemble du milieu universitaire. Pour la Fédération, l'apport des entreprises à l'enseignement supérieur «ne doit donc pas se limiter aux domaines pour lesquels elles ont un intérêt direct mais plutôt s'inscrire dans une vision sociale» prenant en compte la qualité de la formation (p.40).

LES AUTRES ORGANISATIONS ÉTUDIANTES

L'analyse de la FEUQ sur la mission universitaire, plus développée que celles de la plupart des autres organisations, reflète en gros la position étudiante (dix sept associations déposèrent un mémoire; à noter que plusieurs d'entre elles déplorent ne pas avoir eu le temps de consulter leurs membres pour préparer leur document). Fréquemment évoqué, le Rapport Parent est ainsi vu, en ce qui concerne la mission des universités, comme une référence essentielle, que l'on a un peu oubliée au fil des années mais dont il faut retrouver l'esprit sinon la lettre. Les différentes fonctions universitaires, déjà mises de l'avant en 1964 et maintes fois rappelées depuis, sont reprises - «inutile de vouloir réinventer la roue» affirme la Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval (CADEUL, 24 000 membres, p.39) - en insistant cependant massivement sur «la fonction critique» de l'université, un aspect peu développé dans les mémoires des institutions ou des syndicats.

Finalement, point de vue un peu marginal qui rejoint celui de certains ordres professionnels, la réévaluation des objectifs des universités est parfois évoquée - «tous les Québécois [n'ont pas] besoin de compléter un même nombre d'années d'études», il faut accorder plus d'attention à la formation professionnelle, demande la Société des étudiants de l'Université McGill (17 000 membres, p.3).

LES MILIEUX D'AFFAIRES, PARA-GOUVERNEMENTAUX ET SCIENTIFIQUES

Pour terminer cet examen des différentes conceptions de la mission universitaire, une dizaine de mémoires ont été consultés, venant d'organismes ayant certains intérêts dans le monde universitaire et liés aux milieux des affaires, professionnels, gouvernementaux, para-gouvernementaux ou scientifiques. Rarement développée dans ces documents, la question de la mission ne transparait le plus souvent que de façon très implicite à travers l'exposé de leurs attentes vis-à-vis du système universitaire. Les documents du Conseil du patronat du Québec (CPQ), de l'Office des professions du Québec, du Conseil de la Science et de la technologie (CST) et de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) illustrent ici les points de vue de ce groupe d'organismes.

LE CONSEIL DU PATRONAT DU QUÉBEC

Le Conseil du patronat du Québec (CPQ), par exemple, insiste d'abord pour que le système scolaire mette l'accent sur «l'amélioration de l'employabilité des jeunes et des adultes» tout en veillant à leur transmettre un certain nombre de «valeurs fondamentales», un «bagage essentiel» pour «affronter la réalité de la vie». Au niveau universitaire, le CPQ reconnaît les progrès des dernières années, surtout quant au taux de diplomation, et appelle notamment à l'intensification des liens entre les entreprises et les institutions d'enseignement supérieur. Une collaboration étroite en matière de recherche, qui peut être «bénéfique» à la fois pour les chercheurs universitaires et pour le secteur privé, doit être appuyée, en particulier par le gouvernement, alors que la recherche fondamentale universitaire fait face à des besoins financiers croissants. Mettant de l'avant une

vision de l'université soulignant la responsabilité des individus, le CPQ prône de plus une révision des frais de scolarité qui, trop bas, «sont au coeur du sous-financement des universités» (p.18).

L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

Si l'Office ne parle pas au nom des 42 ordres professionnels (comptant environ 255 000 membres) sur lesquels il veille, il a, en matière de formation, une certaine autorité. Parmi les suggestions de l'organisme, on note une certaine volonté de resserrer l'accès aux professions. Préoccupé par l'équilibre entre l'offre et la demande de services professionnels, l'Office se prononce pour une politique de contingentement des programmes de formation des professionnels même si, devant la perspective de perdre une partie de leur clientèle, les universités n'y sont pas «spontanément favorables» (p.6). Parallèlement, est exprimé le souci de «hausser la barre» et d'améliorer la qualité de la formation.

L'idée sous-jacente revient, pour schématiser, à concentrer plus d'efforts sur un plus petit nombre d'étudiants. Certains ordres avancent des propositions plus précises à cet égard. Ainsi, pour l'Ordre des ingénieurs du Québec, les établissements d'enseignement supérieur doivent résister à la tentation «d'offrir des programmes dans le plus grand nombre possible de domaines et ce, à tous les cycles». Dans ce sens, l'Ordre prône «le concept d'université à charte limitée» qui rendrait possible l'établissement «de véritables centres d'excellence» et mettrait fin «au saupoudrage qui a conduit à la mise sur pied d'un grand nombre de programmes de qualité douteuse» (p.10).

Cette idée - viser la qualité plutôt que la quantité - n'est pas absente des préoccupations de l'ACFAS, avec cependant des nuances.

L'ACFAS

L'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) fut créée en 1923 pour faire le lien et représenter les sociétés scientifiques de langue française dans l'ensemble du Canada (elle comptait 7 000 membres en 1995, chercheurs de tous les domaines, étudiants, communicateurs ou administrateurs rattachés à l'enseignement et à la recherche, dans les entreprises ou des organismes gouvernementaux). Depuis plus de soixante dix ans, l'ACFAS se prononce régulièrement sur toutes les grandes questions touchant l'éducation.

Pour l'Association, le système d'enseignement supérieur, après trente ans de progrès «spectaculaires», doit être réorienté: jusqu'à présent, écrit-elle, l'accent a été mis sur l'accessibilité aux études universitaires, il faut maintenant viser la qualité de la formation pour des besoins de plus en plus diversifiés, en accordant la priorité pour les programmes de formation professionnelle.

En effet, l'avènement des nouvelles technologies de l'information (NTI) laisse entrevoir des transformations considérables pour l'ensemble de nos activités. Dans ce contexte, l'université doit s'adapter, 1) en réformant les programmes, notamment au 1er cycle, pour répondre aux besoins de la formation professionnelle, 2) en développant la formation continue, surtout dans le secteur des sciences appliquées, 3) en accordant une plus grande place aux praticiens dans le corps professoral et 4) en mettant en place des méthodes pédagogiques «innovatrices».

L'ACFAS propose également de corriger le déséquilibre entre l'enseignement et la recherche en mettant en place des mécanismes «pour valoriser la fonction enseignante, mécanismes qui pourraient s'inspirer largement de ceux qui existent pour la fonction recherche et qui ont fait leurs preuves» (p.iv).

LE CONSEIL DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE

En 1983, le Conseil de la science et de la technologie (CST) s'est vu donner pour mandat de conseiller le gouvernement provincial (plus exactement le ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie) sur toute question relative au développement scientifique et technologique du Québec. Ayant une certaine latitude pour effectuer des recherches, solliciter des opinions et émettre des recommandations, l'intervention du CST aux États généraux sur l'éducation s'inscrivait dans les limites de ses fonctions.

Très succinct, ce mémoire exprime l'inquiétude des membres du Conseil face à un système d'éducation qui ne répond plus aux besoins et aux aspirations de la société. Alors que se met en place une nouvelle économie basée sur le savoir et l'innovation, le Conseil appelle à la mise sur pied d'un véritable programme d'alphabétisation scientifique et technologique dans la province, en mettant l'accent sur «l'effort individuel et les vertus du travail». Rappelant que la recherche fondamentale s'effectue, au Québec comme ailleurs, dans les établissements d'enseignement supérieur, le CST insiste sur une intensification de l'aide à la recherche et aux chercheurs, notamment par l'intermédiaire des organismes subventionnaires québécois.

Évoquant la question du financement de la recherche par des sources privées, le Conseil écrit: «il s'agit d'une évolution saine, à encourager, en autant que ne s'effectuent dans les universités que les recherches qu'elles sont réellement seules en mesure de faire (pour éviter les gaspillages de ressources), ou encore que la vocation prioritaire (formation) des universités est respectée (et ainsi ne pas compromettre l'avenir)» (n 2, p.17).

MISSION DES UNIVERSITÉS: ÉLARGIR LA RÉFLEXION CRITIQUE

Après cet examen d'une soixantaine de mémoires des États généraux sur l'éducation, il est assez clair que les intérêts des intervenants et leur place dans le réseau jouent un rôle dans les différentes prises de positions sur la réactualisation de la mission des universités. Le constat n'a rien de surprenant, il confirme simplement que cette question et ses ramifications constituent un enjeu important pour chacun des membres de la «communauté universitaire». Un deuxième point est tout aussi clair: le problème du financement des universités revêt ici une importance critique et il est très souvent évoqué avec la question de la mission. Troisième point, on remarque dans l'ensemble du milieu universitaire une certaine volonté de se distancer par rapport au reste de la société: autonome, l'université n'entend pas se laisser dicter, ni même suggérer sa mission. De leur côté, les milieux extra-universitaires semblent hésiter à participer au débat et font peu de propositions. Finalement, on note, peut-être en liaison avec le point précédent, que les interventions sont largement enfermées dans des analyses assez étroites du rôle des universités où les propositions audacieuses sont rares sinon absentes. Essayons de dégager les lignes de force des principales idées avancées.

Tous les intervenants, institutions, professeurs, chargés de cours, étudiants, se rejoignent à peu près pour reconnaître l'importance de la définition de la mission mise de l'avant dans le Rapport Parent en 1964 (et probablement plus ancienne), réitérée régulièrement depuis, et reprise dernièrement dans l'avis du Conseil supérieur de l'éducation en 1994. Évoquée comme une formule qui fait «l'unanimité» presque partout depuis fort longtemps, une formule qui a rendu possible le décollage du système universitaire québécois dans les années 1960, cette définition constitue le point de départ de toutes les propositions de réactualisation du rôle des universités. Une analyse plus ou moins inquiète de la conjoncture, au sens large, sert de toile de fond.

Craignant de faire les frais de tout changement, les étudiants demandent simplement la reconduction du Rapport Parent: si cette formule a permis de grands progrès par rapport à la période avant la Révolution tranquille, la tâche n'est pas terminée - le «retard historique» n'est pas comblé - et il convient de poursuivre l'effort. Au reste, les ressources sont là: le système universitaire n'est pas sous-financé, il est mal géré.

Pour les professeurs, le désengagement de l'État du financement des universités et certaines pressions liées à la conjoncture ont «brouillé» la formule qui avait si bien réussi au Québec depuis trente ans. Il est donc nécessaire de retrouver une nouvelle «conception commune et globale», un nouveau "contrat" qui assurera les fondements du développement universitaire. Peu explicitée, cette nouvelle conception semble reprendre l'essentiel de l'ancienne formule et d'abord le financement, principalement étatique. Comme «choix de société», les universités représentent une responsabilité à laquelle l'État ne saurait se soustraire: il doit donc faire un effort au niveau des budgets universitaires.

Les chargés de cours font une analyse un peu différente: la définition de la mission du Rapport Parent est «toujours d'actualité» mais sa révision passe par l'intégration institutionnelle et pédagogique des vacataires. En effet, les compressions budgétaires sont inévitables et commandent une meilleure gestion des ressources déjà disponibles, des chargés de cours en particulier. Même si les critiques - surtout les professeurs pour qui la relation dialectique enseignement/recherche est intouchable - jugent que cette proposition ouvre la porte à une division du travail entre professeurs-chercheurs et professeurs-enseignants, les chargés de cours la voient comme une mesure pour assister les universités et les professeurs et leur permettre de remplir leur mission traditionnelle.

Groupe aux intérêts parfois très divergents, les institutions soulignent la pertinence de cette mission traditionnelle et s'engagent à la maintenir. Là aussi, les coupures budgétaires sont vues comme inéluctables. La gestion des établissements ne pouvant être mise en cause, il faut accroître la part du financement privé des universités et permettre la rationalisation du réseau, soit en laissant faire la concurrence, soit en planifiant son développement. Pour la critique - surtout les professeurs et les étudiants -, cette solution amènerait inévitablement à terme une hiérarchisation des institutions et une différenciation entre établissements de premier cycle et établissements de recherche - une rupture de la formule originelle.

Toutes ces propositions présentent plusieurs points communs entre elles et ne sont pas fondamentalement différentes de celle de *L'Université devant l'avenir*. En fait, la définition du document de février 1998 heurte surtout la position de la FQPPU: elle n'insiste guère, en effet, sur «la relation dialectique» entre l'enseignement et la recherche et laisse la porte ouverte, en ce qui concerne le premier cycle, à une division du corps professoral entre professeurs-chercheurs et professeurs-enseignants.

De plus, ces propositions laissent de côté des observations importantes qui touchent la mission. Ainsi, on l'a vu dans les divers mémoires, le rôle de la recherche dans l'enseignement universitaire n'est à peu près pas discuté et il représente assurément l'une des "boîtes noires" de ce débat. Or ce rôle est souvent critiqué, au Québec comme ailleurs, en ce qui concerne le premier cycle. En 1990, le président de Princeton, Harold T. Shapiro, soulignait les difficultés des professeurs pour évaluer les besoins des étudiants:

«The predicament is that they [les professeurs] are transmitting what they know - and love - with little awareness of what the student needs to learn. Indeed, we could almost say that the real problem is that teaching and research are too closely related» (14).

Dans ce sens, les tensions entre l'enseignement et la recherche vont bien au delà des problèmes de disponibilité des professeurs pour l'enseignement, évoqués à l'occasion dans les mémoires des États généraux. De plus, le président actuel du CST, Camille Limoges, indiquait, lors d'un colloque réunissant l'ACFAS, le CSE et le CST en 1996, qu'«aucune démonstration, malgré des recherches fort nombreuses, n'a encore été faite que la recherche ait un effet positif sur la qualité de l'enseignement de premier cycle»(15).

Dans ce contexte, la réflexion sur la réactualisation de la mission des universités devrait se poursuivre en dépassant plus largement les balises posées par le Rapport Parent et plus récemment par l'avis du Conseil supérieur de l'éducation. Il devrait être possible, par exemple, d'envisager que la revalorisation du premier cycle se fasse en reconsidérant le lien avec la recherche.

De même, autre "boîte noire" de ces propositions, l'université est vue dans la plupart des mémoires comme l'unique refuge de la recherche fondamentale, la recherche «libre», «non orientée». Cette interprétation apparaît contestable, d'abord parce que les conditions actuelles de la recherche font que la distinction entre recherche fondamentale et appliquée est de plus en plus difficile à saisir et, ensuite, parce que l'histoire de certaines disciplines tend à montrer que cette distinction est probablement surfaite: la dialectique qui existe entre ces deux types de recherche est parfois telle qu'il est futile de les opposer. Là encore, un élargissement de la discussion s'impose.

Finalement, le texte de février 1998 du Ministère de l'Éducation insiste sur une notion peu affirmée dans les mémoires, celle de service public. «Par sa mission fondamentale, l'université est un service public:» comme bien de la collectivité, ce qu'elle représente «dépassé toute allégeance à des intérêts privés» (p.20). Rappeler ce principe, qui va bien au delà de la notion de «service à la collectivité», n'est pas inutile dans un débat sur la mise à jour de la mission de l'enseignement supérieur où un certain corporatisme, qui touche l'ensemble des milieux universitaires, reste assez sensible. De fait, la contribution de la «communauté universitaire» à ce débat gagnera en crédibilité si cette fameuse fonction critique, souvent mise de l'avant, se fait ici autoréférente.

CONCLUSION

En définitive, cet examen aura permis de constater que, pour l'essentiel, les points de vue exprimés ici concernant la question de la mission des universités reposent rarement sur des données solides et des études précises, mais reprennent plutôt, quelles que soient les opinions défendues, tout un ensemble de présupposés admis comme allant de soi et se situant en deçà de toute discussion - au niveau de ce que certains sociologues ont appelé la *doxa* ou le *taken for granted*.

Or seule une utilisation plus systématique des données disponibles et des études existantes permettrait d'éclairer les grandes questions abordées dans les mémoires. Ainsi serait-il possible d'apprécier véritablement l'importance du rôle de la recherche dans l'enseignement de premier cycle dans les universités québécoises.

De même, il existe des données concrètes et plusieurs études (l'enquête Lennard ou les travaux de Denis Bertrand et son équipe sur le travail professoral, ces derniers étant très rarement cités dans les mémoires) qui permettraient de juger précisément de l'ampleur réelle du désintérêt des professeurs pour le premier cycle. Semblablement, la portée effective des transformations qui résulteraient de la différenciation des institutions ne sera pleinement évaluée que grâce à une étude rigoureuse. Un dossier antérieur (ENVEX, Vol. 2, n 3-4) a par exemple montré que, dans la restructuration des activités de formation, les forces du marché, aux États-Unis, n'ont pas amené une division du travail entre les institutions; par ailleurs, il est possible que les bénéfices d'une stratification forcée des établissements ne soient pas certains et seule une analyse serrée des modalités possibles d'une telle opération permettrait de dépasser le stade des incantations rituelles.

De la même manière, le problème de la place des chargés de cours à l'université est devenu incontournable et, là encore, on peut s'étonner que des données récentes ne soient pas disponibles. Pour mieux connaître la morphologie de ce groupe, il apparaît indispensable, par exemple, de reprendre l'étude du Conseil des universités (*Les chargés de cours dans les universités québécoises*) de 1989. Il est difficile en effet de se prononcer, entre autres, sur la qualité de leur contribution à l'enseignement sans avoir une idée précise au niveau provincial du nombre, parmi eux, de détenteurs de doctorat (Ph.D., un diplôme requis pour les professeurs); ou du nombre d'étudiants de deuxième ou de troisième cycle qui assument des charges de cours; du nombre de chargés de cours «structuraux» ou en double emploi; ou sans étudier l'impact de leurs réalisations académiques et de leur disponibilité effective vis-à-vis des étudiants. De toute évidence, les réponses devraient varier selon les champs d'études. Il serait opportun également de comparer les données tirées d'une telle étude aux données disponibles concernant les caractéristiques et l'emploi du temps des professeurs réguliers. Cela

La mission des universités au Québec

éclairerait sans doute sous un jour nouveau les débats concernant l'intégration des chargés de cours, les liens enseignement-recherche et l'encadrement des étudiants de premier cycle.

L'analyse des mémoires des principaux intervenants du monde universitaire a montré que beaucoup, sinon presque tout, reste à faire pour connaître véritablement l'état actuel de la situation. D'autres dossiers contribueront prochainement à ce nécessaire éclaircissement.

NOTES

- (1) [QUÉBEC], Ministère de l'Éducation, *Rapport final de la Commission des États généraux sur l'éducation*, 1996, p.29.
- (2) [QUÉBEC], Ministère de l'Éducation, *L'Université devant l'avenir. Perspectives pour une politique gouvernementale à l'égard des universités québécoises*, Document de consultation, février 1998, 72p.
- (3) Pierre Harvey, avec la collaboration de membres du Ministère de l'Éducation, *Outil en vue de la consultation sur la politique gouvernementale à l'égard des universités québécoises*, septembre 1998, p.5.
- (4) Cet examen a porté sur 59 mémoires, sur environ 2 000 déposés, qui représentent à peu près l'ensemble du milieu universitaire. En ce qui concerne les grands absents de cette consultation, on remarque entre autres l'Université Concordia et les grands organismes subventionnaires de la recherche. A noter que 79 documents avaient été déposés lors de la Commission parlementaire de l'automne 1986 sur les orientations et le financement du réseau universitaire du Québec; pour l'essentiel, on retrouve les mêmes intervenants dix plus tard.
- (5) [CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION], *Réactualiser la mission universitaire*, Avis adopté le 29 septembre 1994, 1995, 71p.
- (6) En fait, l'histoire de l'intégration de la recherche scientifique dans l'activité universitaire a à peine deux siècles et laisse voir presque constamment les tensions pour faire cohabiter la recherche et l'enseignement. Dans ce sens, le débat actuel sur le déséquilibre entre ces deux fonctions n'a rien de nouveau: gérer la relation de ces deux activités très différentes a toujours constitué un défi. Voir notamment C. Limoges, "L'université à la croisée des chemins: une mission à affirmer, une gestion à réformer", *Le lien formation-recherche à l'université: les pratiques d'aujourd'hui*, Actes du Colloque ACFAS-CSE-CST, avril 1996, pp.7-32; Y. Gingras, "Le défi de l'université moderne: l'équilibre entre l'enseignement et la recherche", *Possible*, vol. 11, n 4, 1987, pp.151-163.
- (7) Lesley Mackay, Peter Scott et David Smith, "Restructuration et différenciation? réponses des établissements d'enseignement supérieur du Royaume-Uni face à l'évolution de l'environnement", *Gestion de l'enseignement supérieur*, vol. 7, n 2, juillet 1995, p.213.
- (8) Claude Corbo, *Matériaux fragmentaires pour une histoire de l'UQAM*, Montréal, Éditions Logiques, 1994, p.168.
- (9) Denis Bertrand, *Crise universitaire au Québec?*, Montréal, Éditions Sciences et Culture Inc., 1988, p.97.
- (10) L. Levesque, "États généraux sur l'éducation: les universités crient famine", *La Presse*, 31 août 1995; Paul Cauchon, "Petite bombe chez les recteurs", *Le Devoir*, 3 février 1996.
- (11) Claude Corbo, *Matériaux fragmentaires...*, p.177.
- (12) Denis Bertrand, *Crise universitaire...*, p.139.
- (13) Cette analyse rejoint globalement celle des syndicats d'employés de soutien.
- (14) Harold T. Shapiro, "Reflections on the Future of University-Based Research", *Education Record*, Spring 1990, p.50.
- (15) Camille Limoges, "L'université à la croisée...", p.19. Ce texte, en outre, met de l'avant plusieurs pistes de réflexion qui pourraient aider à renouveler le débat sur la mission des universités.

ANNEXE: liste des intervenants dont les mémoires sont analysés

1) Institutions (19)

- Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ)
- École de technologie supérieure (ETS)
- École des hautes études commerciales (HEC)
- Institut Armand-Frappier (IAF)
- Institut national de recherche scientifique (INRS)
- Télé-Université
- Université Bishop's
- Université de Montréal (UdM)
- Université de Montréal - Dir. de la faculté des sciences de l'éducation
- Université de Sherbrooke
- Université de Sherbrooke - Formation en éducation des adultes
- Université du Québec (UQ)
- Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)
- Université du Québec à Montréal (UQAM)
- Université du Québec à Rimouski (UQAR) - Dépt. sciences de l'éducation
- Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT)
- Université Laval
- Université Laval - Faculté des sciences de l'éducation
- Université McGill

2) syndicats (14)

- Association canadienne d'éducation des adultes des universités de langue française (ACDEAULF)
- Association québécoise universitaire en formation des maîtres (AQUFOM)
- Confédération des syndicats nationaux (CSN) - fédération des employés des services publics, personnel de soutien en éducation (FEESP)
- Conseil provincial du soutien universitaire (CPSU). Syndicat canadien de la fonction publique et fédération des travailleurs et travailleuses
- Fédération québécoise des syndicats de professeurs et professeures d'université (FQPPU)
- Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université de Montréal (SCCCUM)
- Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université du Québec à Chicoutimi (SCCCUAC)
- Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université du Québec en Abitibi Témiscamingue (SCCCUAT-CSN)
- Syndicat des chargées et chargés de cours de l'UQAM
- Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Hull (SPUQAH)
- Syndicat des professeurs et professeures de l'Université de Sherbrooke (SPPUS)
- Syndicat des professeurs et professeures de l'UQAM
- Syndicat des professeurs et professeures de l'UQTR (SPPUQTR)
- Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal (SGPUM)

3) Associations étudiantes (16)

- Association des étudiants de Polytechnique (AEP)

- Association des étudiants et des étudiantes aux cycles supérieurs de l'Université McGill (AEECSM)
- Association des étudiants et des étudiantes du secteur de l'éducation de l'UQAM
- Association générale des étudiantes en Sciences de l'Université Sherbrooke
- Association générale des étudiants (es) de la Faculté de l'éducation permanente de l'UdM (AGEEFEP)
- Association générale des étudiants et étudiantes de l'UQAT
- Association générale étudiante des secteurs sciences humaines, arts, lettres et communication de l'UQAM (AGESHALCUQAM)
- Avis des étudiantes et des étudiants inscrit (sic) à la maîtrise en éducation et en orientation à l'Université de Sherbrooke: États généraux sur l'éducation
- Conférence des associations des étudiantes et étudiants de l'Université Laval (CADEUL)
- Fédération des associations étudiantes de l'Université de Montréal (FAECUM)
- Fédération étudiante de l'Université Sherbrooke (FEUS)
- Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)
- Mouvement des associations générales étudiantes de l'UQAC (MAGE-UQAC)
- Regroupement des étudiants et étudiantes de maîtrise et de doctorat de l'Université de Sherbrooke
- Société des étudiants de l'Université McGill
- Union des gradué-e-s inscrit-e-s à Laval Inc. (UGIL)

4) Divers (10)

- ACFAS
- Association des manufacturiers du Québec (AMQ)
- Barreau du Québec
- Chambre de commerce du Québec
- Chambre des notaires
- Conseil de la science et de la technologie (CST)
- Conseil du patronat du Québec (CPQ)
- Fédération des CEGEPS
- Office des professions du Québec
- Ordre des ingénieurs du Québec

TABLES DES MATIÈRES DES REVUES DÉPOUILLÉES

N.B.: Les tables des matières présentées ci-dessous sont sélectives, c'est-à-dire que nous n'avons retenu que les titres des articles nous apparaissant les plus pertinents dans le cadre de notre mandat de veille.

Assessment & Evaluation in Higher Education, v 23, n 3, septembre 1998.

auteur	titre	page
Tariq, V. N & Stefani, L. A. J. & Butcher, A. C. & Heylings, D. J. A.	Developing a New Approach to the Assessment of Project Work.	221
Allen, Garth	Risk and Uncertainty in Assessment: exploring the contribution of economics to identifying and analysing the social dynamic in grading.	241
Pole, Christopher	Joint Supervision and the PhD: safety net or panacea?	259
Harris, Lynne M. & Adamson, Barbara J. & Hunt, Adrienne E.	Assessing Quality in Higher Education: criteria for evaluating programmes for allied health professionals.	273
Rainsbury, Elizabeth & Hodges, David & Sutherland, Julia & Barrow, Mark	Academic, Employer and Student Collaborative Assessment in a Work-based Cooperative Education Course.	313

Assessment & Evaluation in Higher Education, v 23, n 2, juin 1998.

auteur	titre	page
Yorke, Mantz	The Management of Assessment in Higher Education.	101
Husbands, Christopher T.	Implications for the Assessment of the Teaching Competence of Staff in Higher Education of some Correlates of Students' Evaluations of Different Teaching Styles.	117
Zakrzewski, Stan & Bull, Joanna	The Mass Implementation and Evaluation of Computer-based Assessments.	141
McKenzie, Jo & Sheely, Stephen & Trigwell, Keith	Drawing on Experience: an holistic approach to student evaluation of courses.	153
Jeff Patrick & Roslyn M. Smart	An Empirical Evaluation of Teacher Effectiveness: the emergence of three critical factors.	165
Wachtel, Howard K.	Student Evaluation of College Teaching Effectiveness: a brief review.	191

Assessment & Evaluation in Higher Education, v 23, n 1, mars 1998.

auteur	titre	page
Brooker, Ross & Muller, Ross & Mylonas, Aliisa & Hansford, Brian	Improving the Assessment of Practice Teaching: a criteria and standards framework.	5
Murphy, Penelope S.	Journal Quality Assessment for Performance Based Funding.	25
Kerridge, John R. & Mathews, Brian P.	Student Rating of Courses in HE: further challenges and opportunities.	71

Change, The Magazine of Higher Learning, v 30, n 5, septembre 1998.

auteur	titre	page
Chait, Richard & Trower, C. Ann	Build It And Who Will Come?: Florida Gulf Coast University Creates a Faculty Without Tenure.	20
Miles, William F.S.	Tenure, Promotion, And Pig-Killing.	30
Swenson, Craig	Customers & Markets: The Cuss Words of Academe.	34

Change, the Magazine of Higher Learning, v 30, n 4, juillet 1988.

auteur	titre	page
Ewell, Peter	Rethinking Quality Assurance.	4
Machung, Anne	Playing the Rankings Game.	12
Dill, William R.	Specialized Accreditation: An Idea Whose Time Has Come? Or Gone?	18
Johnson, David W. & Johnson, Roger T. & Smith, Karl A.	Cooperative Learning Returns to College: What Evidence Is There That It Works?	26
Altbach, Philip G. & Peterson, Patti McGill	Internationalize American Higher Education? Not Exactly.	36

Change, the magazine of higher learning, v 30, n 3, mai 1998.

auteur	titre	page
Singleton Jr., Royce A. & Garvey, Robert H. & Phillips, Gary A.	Connecting The Academic and Social Lives of Students: The Holy Cross First-Year Program.	18
Lazerson, Marvin	Whither America's Fellowships?	26
Thomas, Nancy L.	The Attorney's Role on Campus: Options for Colleges and Universities.	34
Ellis, Patrick	The Managerial Presidency According to the AGB.	44

Change; the Magazine of Higher Learning, v 30, n 2, mars 1998.

Tables des matières des revues dépouillées

auteur	titre	page
Benjamin, Roger	Looming Deficits: Causes, Consequences, and Cures.	12
Wagener, Ursula & Nettles, Michael T.	It Takes a Community to Educate Students: How Three HBCUs Succeed at Retention.	18
Renner, K. Edward	Redefining the Issue of Racial Preference: Minority Access to Higher Education.	26
Banta, Trudy W. & Kuh, George D.	A Missing Link in Assessment: Collaboration Between Academic and Student Affairs Professionals.	40

Education, v 118, n 4, été 1998.

auteur	titre	page
Perea, Jacob E.	Leadership in teacher preparation: the role of the California State University.	485

Education, v 118, n 3, printemps 1998.

auteur	titre	page
Rahmeier, Paul W.	A university's mission: responding to community needs.	323

Educational Evaluation and Policy Analysis, v 20, n 2, été 1998.

auteur	titre	page
Pascarella, Ernest T. & Edison, Marcia I. & Terenzini, Patrick T.	Does Work Inhibit Cognitive Development During College?	75

Educational Evaluation and Policy Analysis, v 20, n 1, printemps 1998.

auteur	titre	page
Loveless, Tom	Uneasy Allies: The Evolving Relationship of School and State.	1

European Journal of Education, v 33, n 2, 1998.

auteur	titre	page
Burgess, Robert & Band, Susan & Pole, Christopher J.	Developments in Postgraduate Education and Training in the UK.	141
Baldauf, Beate	Doctoral Education and Research Training in Germany: towards a more structured and efficient approach?	161
Schratz, Michael & Turisser-Walder, Maria & Haid, Oliver	Changes in Postgraduate Research Training in Austria.	183
Garcia de Cortazar, Marisa & Garcia de Leon, Maria Antonia & Gomez Ullate, Martin	Postgraduate Studies in Spain.	197
Castro Seixas, Paulo	Portuguese Doctoral Studies: between career and education.	205
Kelpanides, Michael & Papanoum, Zoi	Developing Postgraduate Research Training in Greek Universities.	217
Beuselink, Ilse & Verhoeven, Jef C.	Postgraduate Research Training in Belgium.	229

European Journal of Education, v 33, n 1, 1998.

auteur	titre	page
Mora, Jose-Gines	Editorial: Financing Higher Education: innovation and changes.	5
Calero, Jorge	Quasi-market Reforms and Equity in the Financing of Higher Education.	11
Oosterbeek, Hessel	An Economic Analysis of Student Financial Aid Schemes.	21
Eicher, Jean-Claude	The Costs and Financing of Higher Education in Europe.	31
Pechar, Hans	Funding Higher Education in Austria: present mechanisms and future trends.	41
Holta, Seppo	The Funding of Universities in Finland: towards goal-oriented government steering.	55
Chevallier, Thierry	Moving Away from Central Planning: using contracts to steer higher education in France.	65
Williams, Gareth	Current Debates on the Funding of Mass Higher Education in the United Kingdom.	77
Van Ravens, Jan	The Franchise Model: refinancing higher education for lifelong learning.	89
Layzell, Daniel T.	Linking Performance to Funding Outcomes for Public Institutions of Higher Education: the US experience.	103
Mora, Jose-Gines & Nugent, Michael	Seeking New Resources for European Universities: the example of fund-raising in the US.	113

Harvard Educational Review, v 68, n 1, printemps 1998.

Tables des matières des revues dépouillées

auteur	titre	page
Margolis, Eric & Romero, Mary	The Department Is Very Male, Very White, Very Old, and Very Conservative: The Functioning of the Hidden Curriculum in Graduate Sociology Departments.	1
Raudenbush, Stephen W. & Kasim, Rafa M.	Cognitive Skill and Economic Inequality: Findings from the National Adult Literacy Survey.	33
Hankins, Karen Hale	Cacophony to Symphony: Memoirs in Teacher Research.	80

Higher Education, v 36, n 1, juillet 1998.

auteur	titre	page
Lysons, Art & Hatherly, David & Mitchell, David A.	Comparison of measures of organisational effectiveness in U.K. higher education.	1
Grbich, Carol	The academic researcher: Socialisation in settings previously dominated by teaching.	67

Higher Education, v 35, n 4, juin 1998.

auteur	titre	page
Bazeley, Pat	Peer review and panel decisions in the assessment of Australian Research Council project grant applicants: what counts in a highly competitive context?	435
Scouller, Karen	The influence of assessment method on students' learning approaches: Multiple choice question examination versus assignment essay.	453

Higher Education, v 35, n 3, avril 1998.

auteur	titre	page
Toren, Nina & Moore, Dahlia	The academic "hurdle race": A case study.	267
Kershaw, Adrian & Safford, Susan	From order to chaos: The impact of educational telecommunications on post-secondary education.	285
Eklund-Myrskog, Gunilla	Students' conceptions of learning in different educational contexts.	299
Santhanam, Elizabeth & Leach, Carolyn & Dawson, Chris	Concept mapping: How should it be introduced, and is there evidence for long term benefit?	317

Higher Education, v 35, n 2, mars 1998.

auteur	titre	page
Koelman, Jos B. J.	The funding of universities in the Netherlands: Developments and trends.	127
Cosser, Michael	Towards the design of a system of peer review of teaching for the advancement of the individual within the university.	143
Saito, Takahiro & Muta, Hiromitsu	Effectiveness of the University of the Air of Japan.	163
Hambleton, Ian R. & Foster, William H. & Richardson, John T. E.	Improving student learning using the personalised system of instruction.	187
Cliff, Alan F.	Teacher-learners' conceptions of learning: Evidence of a "communalist" conception amongst postgraduate learners?	205
Scott, Catherine & Burns, Ailsa & Cooney, George	Motivation for return to study as a predictor of completion of degree amongst female mature students with children.	221

Higher Education, v 35, n 1, janvier 1998.

auteur	titre	page
Cummings, William K.	The service university in comparative perspective.	1
Ryu, Mikyung	A muted voice in academe: the Korean version of entrepreneurial scholarship.	9
Tjeldvoll, Arild & Holtet, Kristine	The service university in a service society: The Oslo case.	27
Bain, Olga B. & Zakharov, Iouri A. & Nosova, Natalia B.	From centrally mandated to locally demanded service: the Russian case.	49
Cummings, William K.	The service university movement in the US: Searching for momentum.	69
Moussouris, Linda	The higher education - economic development 'connection' in Massachusetts: Forging a critical linkage?	91

Higher Education, v 34, n 4, décembre 1997.

auteur	titre	page
Casey, R. John & Gentile, Patricia & Bigger, Stephen W.	Teaching appraisal in higher education: an Australian perspective.	459
Clegg, Sue	A case study of accredited training for research awards supervisors through reflective practice.	483
Barron, T.J.	Friedhelm Maiworm and Ulrich Teichler. Study Abroad and Early Career: Experiences of Former Erasmus Students.	499

Higher Education in Europe, v 23, n 2, 1998.

Tables des matières des revues dépouillées

auteur	titre	page
Moore, Kathryn M.	The Challenge of Change in the Information Age: Three Forces Spurring University Transformation.	163
Grementieri, Valerio	Innovation Technology and Higher Education.	169
Lajos, Tamás & Szűcs, András	Universities, the Information Technology Challenge, and Open and Distance Learning in Central and Eastern Europe.	177
Prewitt, Timothy	The Development of Distance Learning Delivery Systems.	187
Florea, Adina Magda	Computer-supported Co-operative Learning.	195
Mehlhorn, Achim & Ihbe, W. & Körndle, Hermann & Meissner, Klaus & Narciss, Susanne & Schill, Alexander	Higher Education Supported by New Technologies at the Technical University of Dresden—Problems with Initiatives.	205
Sulpasso, Umberto	The International Multimedia University.	227
Lenn, Marjorie Peace	The New Technologies and Borderless Higher Education: the Quality Imperative.	241
Huisman, Jeroen & Schrier, Esther & Vossensteyn, Hans	Breaking Fresh Ground: Regional Co-operation in Higher Education.	253

Higher Education in Europe, v 23, n 1, 1998.

auteur	titre	page
Filippov, V. M.	Multinational Universities in the Modern World and their Mission.	59

Higher Education in Europe, v 22, n 4, 1997.

auteur	titre	page
Kivinen, Osmo	Graduate Credentials in a Changing Labour Market.	443
Teichler, Ulrich	Recent Changes in the Transition from Higher Education to Employment in the Federal Republic of Germany.	457
Dolton, P. J. & Vignoles, Anna	Graduate Overeducation: A European Perspective.	475
Drejmanis, John	Higher Education and Employment: a Problematic Relationship.	485
Ejiaga, Romanus	University Output and Employment Prospects in Nigeria.	495
Coldstream, Patrick	Training Minds for Tomorrow's World: on Independence, Curiosity and Effectiveness.	507
Longworth, Norman	Higher Education Responding to a Lifelong Learning World.	517
Opolski, Krzysztof & Szemborska, Ewa	Further Professional Training - An Investment by the Employee or by the Enterprise?	525
Brennan, John & Little, Brenda	Steering Higher Education Towards the Workplace.	531

Higher Education Quarterly, v 52, n 2, avril 1998.

Tables des matières des revues dépouillées

auteur	titre	page
Tapper, Ted & Palfreyman, David	Continuity and Change in the Collegial Tradition.	142
McNair, Stephen	The Invisible Majority: adult learners in English higher education.	162
Pitcher, Jane & Purcell, Kate	Diverse Expectations and Access to Opportunities: is there a graduate labour market?	179
Tomlin, Richard	Research League Tables: is there a better way?	204
Donnelly, Enda	Negotiating Access to Higher Education: The Discourse of Selectivity and Equity.	242
Bourner, Tom	How to Publish in Journals.	251

Higher Education Quarterly, v 52, n 1, janvier 1998.

auteur	titre	page
Barnett, Ronald	'In' or 'For' the Learning Society.	7
Tapper, Fred & Salter, Brian	The Dearing Report and the Maintenance of Academic Standards: Towards a New Academic Corporatism.	22
Shattock, Michael	Dearing on Governance: The Wrong Prescription.	35
Kogan, Maurice	The Treatment of Research.	48
Wagner, Leslie	Dearing is Dead--Blunkett is Born? The Future Funding of Higher Education.	64
MacFarlane, Alistair	Information, Knowledge and Learning.	77
Trow, Martin	The Dearing Report: A Transatlantic View.	93
Neave, Guy	Growing Pains: The Dearing Report from a European Perspective.	118

Tables des matières des revues dépouillées

Higher Education Research & Development, v 17, n 2, juin 1998.

auteur	titre	page
Foster, Elizabeth & Stephenson, John	Work-based Learning and Universities in the U.K.: a review of current practice and trends.	155
Garrick, John & Kirkpatrick, Denise	Workplace-based Learning Degrees: a new business venture, or a new critical business?	171
Mellor, Robert	Developing Learning Programs in Partnerships in NSW Local Government—a case study.	183
Martin, Elaine	Conceptions of Workplace University Education.	191
Hughes, Chris	Practicum Learning: perils of the authentic workplace.	207
Alderman, Belle & Milne, Patricia	Partners in Learning—educators, practitioners and students collaborate on work-based learning—a case study.	229
Wotton, Karen & Gassner, Lee-Anne	Nursing Students' Integration of Theory and Practice: the development and implementation of a practice and theoretical framework for teaching—a case study.	239

Higher Education Research & Development, v 17, n 1, avril 1998.

auteur	titre	page
Volet, S. E. & Ang, G.	Culturally Mixed Groups on International Campuses: an opportunity for inter-cultural learning.	5
Bruce, Christine S.	The Phenomenon of Information Literacy.	25
Waugh, Russell F.	The Course Experience Questionnaire: a Rasch measurement model analysis.	45
Sarros, James C. & Gmelch, Walter H. & Tanewski, George A.	The Academic Dean: a position in need of a compass and clock.	65

Interchange, v 29, n 2, 1998.

auteur	titre	page
Kivinen, Osmo & Rinne, Risto	Methodological Challenges for Comparative Research Into Higher Education.	121
MacBeth, Douglas	Qualitative Methods and the 'Analytic Gaze': An Affirmation of Scientism?	137
Leggo, Carl	Living Un/Grammatically in a Grammatical World: The Pedagogic World of Teachers and Students.	169
Kachur, Jerrold L.	Habermas's "Theory of Communicative Action" and Siebren Mierdema, Part One: The Ideological Context for Intellectual Appropriation.	207
Jones, Glen A.	The Idea of a Canadian University: A Response to Kant.	225

Interchange, v 29, n 1, 1998.

auteur	titre	page
Biesta, Gert J.J.	Pedagogy Without Humanism: Foucault and the Subject of Education.	1
Sumara, Dennis J.	Action Research as a Postmodern Practice.	33
Jones, Glen A.	The Idea of a Canadian University.	69
Kant, Imogene	Essential Presuppositions and the Idea of a Canadian University.	81

International Higher Education, n 13, automne 1998.

auteur	titre	
Saunders, Joseph H.	Academic Freedom and Human Rights: A Neglected Perspective.	
Rhoades, Gary	Market Models, Managerial Institutions, and Managed Professionals.	
Phipps, Ronald A.	Quality Assurance for Distance Learning in a Global Society.	
Tjeldvoll, Arild	The Idea of the Service University.	
Rui, Yang	Ranking Universities in China: Same Game, Different Context.	
Yugui, Guo	Features, Issues, and Future Expansion of Chinese Graduate Education.	
Xiangming, Chen	Opportunities and Challenges of the University: Presidents Meet at Peking University.	
Lee, Sungho H.	Korean Private Higher Education Faces Economic Crisis.	
Yonezawa, Akiyoshi	Further Privatization in Japanese Higher Education?	
Eggins, Heather	The Society for Research into Higher Education: Advising UNESCO.	

Tables des matières des revues dépouillées

International Higher Education, n 12, été 1998.

auteur	titre
Merisotis, Jamie P.	Who Benefits from Higher Education? An American Perspective.
Hearn, James C.	Emerging Approaches to Setting Faculty Salaries.
Levy, Daniel C.	Public Policy and Private Higher Education.
Altbach, Philip G.	The Anatomy of Private Higher Education.
Mabokela, Reitsumetse Obakeng	South African Higher Education: Emergent Issues and Debates.
Harmon, Grant	Australian Review Recommends Vouchers, but Government is Cautious.
El-Khawas, Mohammed & El-Khawas, Elaine	Mexico's Approach to Quality Assurance.

International Higher Education, n 11, printemps 1998.

auteur	titre
Sporn, Barbara	Reforming Higher Education in Austria: Challenges and Problems.
Shattock, Michael	New Labour: Not So New Prospects for British Higher Education.
Gottlieb, Esther E. & Yakir, Ruth	Extensions of Foreign Universities in Israel: Transnational Education, a Form of Privatization?
Altbach, Philip G. & McGill Peterson, Patti	Internationalize American Higher Education? Not Exactly.
Brennen, John	Britain's Quality Support Centre.

International Higher Education, n 10, hiver 1998.

auteur	titre
Altbach, Philip G.	Private Higher Education: Themes and Variations in Comparative Perspective.
Tierney, William G. .	Tenure in the United States: 20th Century Relic or Essential Structure for the 21st Century?
Obara, Yoshiaki	A Presidential Perspective from Japan.
McBurnie, Grant & Pollock, Anthony	Transnational Education: An Australian Example.
Jones, Glen A.	Research, Policy, and Practice in Higher Education: A UNESCO Roundtable Discussion.
Welch, Anthony	Back to the Future? Contemporary Shifts in Australian Higher Education.

International Journal of Technology Management, v 16, n 1-3, 1998.

auteur	titre	page
Kolodny, Harvey	Building a foundation for high performance.	1
Rogers, Edward W.	Enabling innovative thinking: fostering the art of knowledge crafting.	11
Jones, Robert P.	Management, technology, and what's next.	37
Amidon, Debra M.	The evolving community of knowledge practice: the Ken awakening.	45
Bart, Christopher K.	A comparison of mission statements and their rationales in innovative and non-innovative firms.	64
Brooking, Annie & Board, Peter & Jones, Sue	The predictive potential of intellectual capital.	115
Masoulas, Vasilis	Organizational requirements definition for intellectual capital management.	126
Strieter, Jeffrey C. & Tankersley, Clint	How managers in high technology organizations perceive the usefulness of information shared during new product development.	144
Lynn, Bernadette E.	Performance evaluation in the new economy: bringing the measurement and evaluation of intellectual capital into the management planning and control system.	162
Newton, Keith	The high performance workplace: HR-based management innovations in Canada.	177
Florice, Serghei & Lampel, Joseph	Innovative contractual structures for inter-organizational systems.	193
Park, Charles K.	Towards a theory of dynamic control mechanisms.	207
Agarwal, Naresh & Singh, Parbudyal	Organizational rewards for changing workplace: an examination of theory and practice.	225
Hauser, Markus	Organizational culture and innovativeness of firms-an integrative view.	239
Polesky, Gerald G.	Ensuring cost effectiveness in support of training.	256

Tables des matières des revues dépouillées

International Journal of Technology Management, v 15, n 8, 1998.

auteur	titre	page
Schoening, Niles C. & Souder, Wm. E. & Cooper, Rachel	The influence of government science and technology policies on new product development in the USA, UK, South Korea and Taiwan.	821
Muffatto, Moreno	Corporate and individual competences: how do they match the innovation process?	836
Tang, Puay & Hulsink, Willem	The winds of change: digital technologies, trading information and managing intellectual property rights.	869
Baldwin, William L. & Link, Albert N.	Universities as research joint venture partners: does size of the venture matter?	895

International Journal of Technology Management, v 15, n 6-7, 1998.

auteur	titre	page
Hiraoka, Leslie	The industrial policies of the USA and Japan.	526
Correa, Carlos M.	Argentina's national innovation system.	721

International Journal of Technology Management, v 15, n 3-5, 1998.

auteur	titre	page
Geisler, E. & Heller, O.	Management of medical technology (MMT): research, education and practice.	196
Friedman, L.	Technology acquisition decision making revisited: lessons learned in an age of environmental uncertainty.	222
Dreachslin, J.L.	Information technology and quality improvement.	237
Lant, T.K. & Eisner, A.B.	Pharmaceutical R&D in an era of managed health care: using integrative teams to produce enduring competitive advantage.	299
McCutchen Jr., W.W. & Swamidass, P.M.	Explaining the differences in domestic and cross-boundary strategic alliances in the pharmaceutical/biotech industry.	490
McLaughlin, C.P. & Simpson, K.N.	The new realities in health care technology assessment in US institutions.	507

International Journal of Technology Management, v 15, n 1-2, 1998.

auteur	titre	page
Birchall, D.W. & Chanaron, J.J.	Introduction: Connecting people and information for innovation: contribution to the management of technology.	1
Chiesa, Vittorio & Manzini, Raffaella	Profiting from the virtual organization of technological innovation: suggestions from an empirical study.	109
Bailey, William J. & Masson, Ron & Raeside, Robert	Choosing successful technology development partners: a best-practice model.	124
Handyside, Tim & Light, Janice	An experiment in organization for innovation.	160

The Journal of Higher Education, v 69, n 5, septembre 1998.

auteur	titre	page
Bean, John P.	Alternative Models of Professorial Roles: New Languages to Reimagine Faculty Work.	496

The Journal of Higher Education, v 69, n 4, juillet 1998.

auteur	titre	page
Stark, Joan S.	Classifying Professional Preparation Programs.	353
Shannon, David M. & Twale, Darla J. & Moore, Matthew S.	TA Teaching Effectiveness: The Impact of Training and Teaching Experience.	440

The Journal of Higher Education, v 69, n 3, mai 1998.

auteur	titre	page
Leslie, Larry L. & McClure, Gregory T. & Oaxaca, Ronald L.	Women and Minorities in Science and Engineering: A Life Sequence Analysis.	239

Tables des matières des revues dépouillées

Journal of Higher Education Policy and Management, v 20, n 1, mai 1998.

auteur	titre	page
Tilley, A. G.	University Governance and Policy-Making.	5
Wolverton, Mimi	Champions, Agents and Collaborators: leadership keys to successful systemic change.	9
Plowman, Travis S.	The Story of Closely and Loosely Coupled Organisations.	13
Joy, Sally & O'Neill, Arthur	Holy Cow! It's Open Learning!!	31
Miller, Paul W. & Pincus, Jonathan J.	Financing the Australian Unified National System of Higher Education: an efficiency analysis.	51
Nicolls, Martina	State Training Profiles: a review of statistical documentation for the vocational education and training sector.	89

Liberal Education, v 84, n 2, printemps 1998.

auteur	titre	page
Newman, Frank	The Academy in Transition.	4
Johnstone, Bruce & Dye, Nancy & Johnson, Ray	Collaborative Leadership For Institutional Change.	11
Gamson, Zelda & Hollander, Elizabeth & Kiang, Peter	The University in Engagement with Society.	19
Atkinson, David & Reardon, Michael & Swanson, David	The State of Liberal Education (Part II): Assessing Institutional Perspectives.	27
Schneider, Carol & Shoenberg, Robert	Contemporary Understandings of Liberal Education.	33

Liberal Education, v 84, n 1, hiver 1988.

auteur	titre	page
Gutmann, Amy & Thompson, Dennis	Deliberative Democracy: The Case of Bioethics.	10
Platt, Craig	Civic Education and Academic Culture: Learning to Practice What We Teach.	18
Jones, Janet L.	Master Learners: Faculty Development and the Enhancement of Undergraduate Education.	42
Tice, Stacey Lane & Gaff, Jerry G. & Pruitt-Logan, Anne S.	Preparing Future Faculty Programs: Building on T.A. Development.	48

Library Trends, v 46, n 4, printemps 1998.

auteur	titre	page
Maylone, Theresa M.	Introduction.	597
Horn, Jim	Qualitative Research Literature: A Bibliographic Essay.	602
Radford, Gary P.	Flaubert, Foucault, and the Bibliotheque Fantastique: Toward a Postmodern Epistemology for Library Science.	616
Day, Mark Tyler	Transformational Discourse: Idealogies of Organizational Change in the Academic Library and Information Science Literature.	635
McCombs, Gillian M.	The Keys to the Kingdom have been Distributed: An Organizational Analysis of an Academic Computing Center.	681

Library Trends, v 46, n 3, hiver 1998.

auteur	titre	page
Wilson, Anthony M. & Hermanson, Robert	Educating and Training Library Practitioners: A Comparative History with Trends and Recommendations.	467
Harris, Roma M. & Marshall, Victoria	Reorganizing Canadian Libraries: A Giant Step Back from the Front.	564

Minerva, v 36, n 2, été 1998.

auteur	titre	page
Pritchard, Rosalind M.O.	Academic Freedom and Autonomy in the United Kingdom and Germany.	101
Tomusk, Voldemar	Developments in Russian Higher Education: Legislative and Policy Reform Within a Central and East European Context.	125
Walsh, James Jackson	Postgraduate Technological Education in Britain: Events Leading to the Establishment of Churchill College, Cambridge, 1950-1958.	147
Cole, Stephen	How Does Peer Review Work and Can It be Improved?	179

Tables des matières des revues dépouillées

***Minerva*, v 36, n 1, printemps 1998.**

auteur	titre	page
Hayhoe, Ruth	Dilemmas in Japan's Intellectual Culture.	1
Gornitzka, Ase & Kyvik, Svein & Larsen, Ingvild Marheim	The Bureaucratisation of Universities.	21
Bargal, David	Kurt Lewin and the First Attempts to Establish a Department of Psychology at the Hebrew University.	49
Turner, Stephen P.	Did Funding Matter to the Development of Research Methods in Sociology?	69

***Planning for Higher Education*, v 26, n 4, été 1998.**

auteur	titre	page
Harvey, Bryan C.	The Perils of Planning Before You Are Ready.	1
Dunn, John A.	Planning Is Not a Management Substitute.	10
Young, Fred J. & Williams, A. Hope	The Changing Role of Trustees in Planning.	69

***Planning for Higher Education*, v 26, n 3, printemps 1998.**

auteur	titre	page
Hawkins, Brian	The Confusing Economics of Higher Education.	8
Casey, Martha L.	New Tools to Evaluate Program Growth.	21
Shulock, Nancy & Harrison, Mernoy E.	Integrating Planning, Assessment, and Resource Allocation.	29
Floyd, Carol Everly	Balancing State and Institutional Interests to Enhance Master's Degree Programs.	56

***Planning for Higher Education*, v 26, n 2, hiver 1997.**

auteur	titre	page
Taylor, Philip R. & Hewins III, Roger C & Massy, William F.	Integrating Strategic Finance and Endowment Management.	1
Olson, Jeffery	Higher Education: America's Vital Investment.	12
Keller, George	Planning, Decisions, and Human Nature.	18
Gordon, Gus & Charles, Maria	Unraveling Higher Education's Costs.	24
Schaeffner, Robert	Recovering From Sputnik.	27

***Planning for Higher Education*, v 26, n 1, automne 1997.**

auteur	titre	page
Fiske, Edward & Hammond, Bruce	Identifying Quality in American Colleges and Universities.	8
Footlick, Jerrold	Mutual Suspicion: Higher Education and the Press.	18
Miller, Lynn	Professors as Capitalist Entrepreneurs.	29
Miller, Margaret	How Should States Plan for Higher Education?	39
Peterson, Vance	New Strategies for Fund Raising.	45
Fisher, James L.	Who Will Lead Higher Education's Transformation?	50

Planning for Higher Education, v 25, n 4, été 1997.

auteur	titre	page
Tharp, Charles	Growing the Endowment in a High-Risk Environment.	1
Hornfischer, David	The Strategic Use of Debt Financing.	16

Quality in Higher Education, v 4, n2, juillet 1998.

auteur	titre	page
Yanhong Li, Rose & Kaye, Mike	A Case Study for Comparing Two Service Quality Measurement Approaches in the Context of Teaching in Higher Education.	103
Horsburgh, Margaret	Quality Monitoring in Two Institutions: a comparison.	115
Busch, Tor & Fallan, Lars & Pettersen, Arve	Disciplinary Differences in Job Satisfaction, Self-efficacy, Goal Commitment and Organisational Commitment among Faculty Employees in Norwegian Colleges: an empirical assessment of indicators of performance.	137
Lindsay, Graeme & Rodgers, Timothy	Market Orientation in the UK Higher Education Sector: the influence of the education reform process 1979–1993.	159
Zepke, Nick	Instructional Design for Distance Delivery using Hypertext and the Internet: assumptions and applications.	173
Jacobs, D. J.	External Quality Assurance in Support of Institutional Autonomy.	187
De Miguel, M. & Escudero, T. & Rodriguez, S.	Spanish Universities' Quality: the incentive of external evaluation.	199

Tables des matières des revues dépouillées

Quality in Higher Education, v 4, n 1, avril 1998.

auteur	titre	page
Beeson, Geoff	A Student Charter as a Component of Quality Improvement in Higher Education.	17
Melrose, Mary	Exploring Paradigms of Curriculum Evaluation and Concepts of Quality.	37
Yorke, Mantz	Performance Indicators Relating to Student Development: can they be trusted?	45
Lambrech, Régine	Quality Management in the Midst of Chaos: the case for strategic management in the international office.	63
Strydom, A. H. & Lategan, L. O. K.	State of the Art of Quality Assurance in South African Higher Education: evaluation of existing initiatives and reflections on new initiatives to meet a changing higher education context.	73
Brown, Roger	Co-operation or Compliance? The National Committee of Inquiry. Proposals on Quality and Standards.	85

Research in Higher Education, v 39, n 2, avril 1998.

auteur	titre	page
Santiago, Anna M. & Einarson, Marne K.	Background Characteristics as Predictors of Academic Self-Confidence and Academic Self-Efficacy Among Graduate Science and Engineering Students.	163

Research in Higher Education, v 39, n 1, février 1998.

auteur	titre	page
McLaughlin, Gerald W. & Brozovsky, Paul V. & McLaughlin, Josetta S.	Changing Perspectives on Student Retention: A Role for Institutional Research.	1
Patrick, William J. & Stanley, Elizabeth C.	Teaching and Research Quality Indicators and the Shaping of Higher Education.	19
Volkwein, James Fredericks & Malik, Shaukat M. & Napierski-Prancl, Michelle	Administrative Satisfaction and the Regulatory Climate at Public Universities.	43
Cameron, Kim & Smart, John	Maintaining Effectiveness Amid Downsizing and Decline in Institutions of Higher Education.	65
Toutkoushian, Robert K.	Using Regression Analysis to Determine If Faculty Salaries Are Overly Compressed.	87

***Research Policy*, v 27 n 3, 1998.**

auteur	titre	page
Coombs, R. & Hull, R.	Knowledge management practices and path-dependency in innovation.	237
Peters, L. & Groenewegen, P. & Fiebelkorn, N.	A comparison of networks between industry and public sector research in materials technology and biotechnology.	255
Mazzoleni, R. & Nelson, R.R.	The benefits and costs of strong patent protection: a contribution to the current debate.	273
Noyons, E.C.M. & Luwel, M. & Moed, H.F.	Assessment of Flemish R-D in the field of information technology A bibliometric evaluation based on publication and patent data, combined with OECD research input statistics.	285
Papaconstantinou, G. & Sakurai, N. & Wyckoff, A.	Domestic and international product-embodied R-D diffusion.	301
Thomke, S. & von Hippel, E. & Franke, R.	Modes of experimentation: an innovation process-- and competitive-- variable.	315
Oerlemans, L. & Goto, Akira & Odagiri, Hiroyuki & Dore, R.	Determinants of Innovation.	333
Brockhoff, K.K.	Frederick Betz, <i>Managing Technological Innovation</i> .	335

***Research Policy*, v 27, n 2, 1998.**

auteur	titre	page
Kuemmerle, W.	Optimal scale for research and development in foreign environments--an investigation into size and performance of research and development laboratories abroad.	111
Arundel, A. & Kabla, I.	What percentage of innovations are patented? empirical estimates for European firms.	127
Lavoie, M. & Finnie, R.	The occupational dynamics of recent Canadian engineering graduates inside and outside the bounds of technology.	143
Roberts, R.	Managing innovation: The pursuit of competitive advantage and the design of innovation intense environments.	159
Hagedoorn, J. & Sedaitis, J.B.	Partnerships in transition economies: international strategic technology alliances in Russia.	177
Stoneman, P. & Battisti, G.	Fiscal incentives to consumer innovation: the use of unleaded petrol in Europe.	187

Tables des matières des revues dépouillées

Research Policy, 27, n 1, 1998.

auteur	titre	page
Ernst, H.	Industrial research as a source of important patents.	1
Zander, I.	The evolution of technological capabilities in the multinational corporation--dispersion, duplication and potential advantages from multinationality.	17
Janszen, F.H.A. & Degenaaars, G.H.	A dynamic analysis of the relations between the structure and the process of National Systems of Innovation using computer simulation; the case of the Dutch biotechnological sector.	37
Thomke, S.H.	Simulation, learning and R-D performance: Evidence from automotive development.	55
Leoncini, R.	The nature of long-run technological change: innovation, evolution and technological systems.	75
Rinia, E.J. & van Leeuwen, Th.B. & van Vuren, H.G. & van Raan, A.F.J.	Comparative analysis of a set of bibliometric indicators and central peer review criteria Evaluation of condensed matter physics in the Netherlands.	95

Research Policy, v 26, n 9, 1998.

auteur	titre	page
Storey, D.J. & Tether, B.S.	New technology-based firms in the European union: an introduction.	933
Tether, B.S. & Storey, D.J.	Smaller firms and Europe's high technology sectors: a framework for analysis and some statistical evidence.	947
Autio, E. & Yli-Renko, H.	New, technology-based firms in small open economies--An analysis based on the Finnish experience.	973
Delapierre, M. & Madeuf, B. & Savoy, A.	NTBFs--the French case.	989
Licht, G. & Nerlinger, E.	New technology-based firms in Germany: a survey of the recent evidence.	1005
Laranja, M. & Fontes, M.	Creative adaptation: the role of new technology based firms in Portugal.	1023
Storey, D.J. & Tether, B.S.	Public policy measures to support new technology-based firms in the European Union.	1037

Research Policy, v 26, n 7-8, 1998.

auteur	titre	page
Bidault, F. & Despres, C. & Butler, C.	The drivers of cooperation between buyers and suppliers for product innovation.	719
Bergeron, S. & Lallich, S. & Le Bas, C.	Location of innovating activities, industrial structure and techno-industrial clusters in the French economy, 1985-1990. Evidence from US patenting.	733
Martin, X. & Mitchell, W.	The influence of local search and performance heuristics on new design introduction in a new product market.	753
Mansfield, E.	Academic research and industrial innovation: An update of empirical findings.	773
Ogawa, S.	Does sticky information affect the locus of innovation? Evidence from the Japanese convenience-store industry.	777
Tijssen, R.J.W.	Quantitative assessment of large heterogeneous R-D networks: the case of process engineering in the Netherlands.	791
Jimenez-Martinez, J. & Polo-Redondo, Y.	International diffusion of a new tool: the case of Electronic Data Interchange (EDI) in the retailing sector.	811
Wakelin, K.	Innovation and export behaviour at the firm level.	829
Saviotti, P.P.	On the dynamics of appropriability, of tacit and of codified knowledge.	843
Alcorta, L. & Peres, W.	Innovation systems and technological specialization in Latin America and the Caribbean.	857
Berry, M.M.J. & Taggart, J.H.	Combining technology and corporate strategy in small high tech firms.	883
Kealey, T.	Why science is endogenous: a debate with Paul David (and Ben Martin, Paul Romer, Chris Freeman, Luc Soete and Keith Pavitt).	897

Tables des matières des revues dépouillées

Research Policy, v 26, n 6, 1998.

auteur	titre	page
Padmore, T. & Schuetze, H. & Gibson, H.	Modeling systems of innovation: An enterprise-centered view.	605
Padmore, T. & Gibson, H.	Modelling systems of innovation: II. A framework for industrial cluster analysis in regions.	625
Baba, Y. & Nobeoka, K.	Towards knowledge-based product development: the 3-D CAD model of knowledge creation.	643
Ham, R.M. & Mowery, D.C.	Improving the effectiveness of public-private R-D collaboration: case studies at a US weapons laboratory.	661
Geuna, A.	Determinants of university participation in EU-funded R-D cooperative projects.	677
Hobday, M.	Product complexity, innovation and industrial organisation.	689
Bourke, P. & Butler, L.	Institutions and the map of science: matching university departments and fields of research.	711

Research Policy, v 26, n 4-5, 1997.

auteur	titre	page
Arora, A.	Patents, licensing, and market structure in the chemical industry.	391
Zucker, L.G. & Darby, M.R.	Present at the biotechnological revolution: transformation of technological identity for a large incumbent pharmaceutical firm.	429
Sakakibara, M.	Evaluating government-sponsored R-D consortia in Japan: who benefits and how?	447
Cooke, P. & Uranga, M.G. & Etxebarria, G.	Regional innovation systems: Institutional and organisational dimensions.	475
Van Reenen, J.	Why has Britain had slower R-D growth?	493
Harhoff, D. & Moch, D.	Price indexes for PC database software and the value of code compatibility.	509
Thirtle, C. & Palladino, P. & Piesse, J.	On the organisation of agricultural research in the United Kingdom, 1945-1994: A quantitative description and appraisal of recent reforms.	557
Vonortas, N.S.	Research joint ventures in the US.	577
Belderbos, R.A.	Technology and Industrial Development in Japan: Building Capabilities by Learning, Innovation, and Public Policy.	601

The Review of Higher Education, v 21, n 3, printemps 1998.

auteur	titre	page
Altbach, Philip G.	Research, Policy, and Administration in Higher Education: The Review at Twenty.	205
Slaughter, Sheila	Federal Policy and Supply-Side Institutional Resource Allocation at Public Research Universities.	209
Johnstone, Bruce D.	Patterns of Finance: Revolution, Evolution, or More of the Same?	245
O'Neil, Robert M.	Academic Freedom: Revolutionary Change or Business as Usual?	257
Keller, George	Does Higher Education Research Need Revisions?	267
Hutcheson, Philo	Tenure: Traditions, Policies, and Practices.	303

Science and Public Policy, v 25, n 2, avril 1998.

auteur	titre	page
Kash, Don E. & Rycroft, Robert	Technology policy in the 21st century: how will we adapt to complexity?	70
Kleinman, Daniel Lee	Pervasive influence: intellectual property, industrial history, and university science.	95
Fountain, Jane E.	Social capital: its relationship to innovation in science and technology.	103
Pownall, Ian	An entrepreneurial focus to UK new technology-based firm policies.	117
Georghiou, Luke	Viewpoint: Science, technology and innovation policy for the 21st century.	135
Hinder, Sue	Conference report: Genetic information: acquisition, access and control.	138

Tables des matières des revues dépouillées

Science and Public Policy, v 25, n 1, février 1998.

auteur	titre	page
Joss, Simon	Danish consensus conferences as a model of participatory technology assessment: an impact study of consensus conference on Danish Parliament and Danish public debate.	2
Provaznik, Stanislav & Filacek, Adolf & Machleidt, Petr	Transformation of science and research in the Czech Republic: the emerging research system and its role in the country's economic and cultural life.	23
Mirskaya, Elena Z.	The role of international interactions in contemporary science in Russia.	37
Hee, Cho Hwang & Hirasawa, Ryo	Changes in Japanese Government policies to be a front-runner in science and technology.	47
Galhardi, Regina M.A.A.	Changing occupational structures and human resources development: implications for developing countries' regional and global integration.	55

Science and Public Policy, v 24, n 6, décembre 1997.

auteur	titre	
Fixdal, Jon	Consensus conferences as 'extended peer groups'.	366
Cardoza, Guillermo	Learning, innovation and growth: a comparative policy approach to East Asia and Latin America.	377
Gallouj, Faïz	Towards a neo-Schumpeterian theory of innovation in services?	405
Ronit, Karsten	Academia-industry-government relations in biotechnology: private, professional and public dimensions of the new associations	421

Science and Public Policy, v 24, n 5, octobre 1997.

auteur	titre	page
van Raan, A.F.J.	Science as an international enterprise.	290
Mirskaya, Elena Z.	International scientific collaboration in the post-communist countries: modern trends and priorities.	301
Todt, Oliver & Lujan, Jose Luis	Labelling of novel foods, and public debate.	319
Ang, James & Teo, Thompson S.H.	Singapore: staying competitive with advanced manufacturing technologies.	327
Leoncini, Riccardo	A model of science and technology relationships.	337
Espinosa de los Monteros, J. & Mirabal, O. & Munoz, E.	New approaches in the analysis of scientific policy in Spain: human resources and priorities in the National Programme of New Materials.	347
Antezana, F.S.	The quality of biological medicines - an international perspective.	355

Science and Public Policy, v 24, n 4, août 1997.

auteur	titre	
Shove, Elizabeth & Simmons, Peter	Research contexts and policy knowledge: linking social science research and environmental policy.	214
Hee, Cho Hwang & Soo, Kim Ji & Hwan, Kim Tu	Lessons from the Japanese space development policy: from follower to independent developer.	223
Kyvik, Svein	Funding university research in the Nordic countries.	233
Pianta, Mario & Sirilli, Giorgio	Impact of innovation policies: evidence from the Italian innovation survey.	245

Science, Technology, & Human Values, v 23, n 3, été 1998.

auteur	titre	page
Atkinson, Paul & Batchelor, Claire & Parsons, Evelyn	Trajectories of Collaboration and Competition in a Medical Discovery.	259
Kleinman, Daniel Lee	Untangling Context: Understanding a University Laboratory in the Commercial World.	285
Weedman, Judith	The Structure of Incentive: Design and Client Roles in Application-Oriented Research.	315

Tables des matières des revues dépouillées

Science, Technology, & Human Values, v 23, n 2, printemps 1998.

auteur	titre	page
Kerr, Anne & Cunningham-Burley, Sarah & Amos, Amanda	Eugenics and the New Genetics in Britain: Examining Contemporary Professionals' Accounts.	175
Virmoche, Mary E.	The Seamless Web and Communications Equity: The Shaping of a Community Network.	199
Perhac Jr., Ralph M.	Comparative Risk Assessment: Where Does the Public Fit In?	221

Scientometrics, v 42, n 2, juin 1998.

auteur	titre	page
Falkingham, L.T. & Reeves, R.	Context Analysis--A Technique for Analysing Research in a Field, Applied to Literature on the Management of R&D at the Section Level.	97
Nemtsov, A.V. & Zorin, N.A.	Mathematical Methods in Psychiatric Papers.	121
Meyer, M. & Persson, O.	Nanotechnology--Interdisciplinarity Patterns of Collaboration and Differences in Application.	195
Bar-Ilan, Judit	On the Overlap, the Precision and Estimated Recall of Search Engines. A Case Study of the Query "Erdos".	207
Friedrich, Margarete Pereira & dos Santos Rodrigues, P.	Looking at Science in Brazilian Universities: The Case of the Instituto de Biofisica Carlos Chagas Filho.	247
Su, Yi & Han, Li-Feng	A New Literature Growth Model: Variable Exponential Growth Law of Literature.	259
Beckmann, M. & Persson, O.	The Thirteen Most Cited Journals in Economics.	267

Scientometrics, v 42, n 1, mai 1998.

auteur	titre	page
Mely, B. & El Kader, Abd & Okubo, Y.	Scientific Publications of China in 1994: Evolution or Revolution?	3
Raina, Dhruv & Gupta, B. M.	Four Aspects of the Institutionalization of Physics Research in India (1900-1950): Substantiating the Claims of Historical Sociology through Bibliometrics.	17
Tijssen, R. J. W. & van Wijk, E.	The Global Science Base of Information and Communication Technologies: Bibliometric Analysis of ICT Research Papers.	41
Fernandez, J. A.	The Transition from an Individual Science to a Collective One: The case of Astronomy.	61
Rousseau, Sandra & Rousseau, R.	The Scientific Wealth of European Nations: Taking Effectiveness into Account.	75

Scientometrics, v 41, n 3, mars 1998.

auteur	titre	page
Okubo, Y. & Dore, J.C. & Miquel, J.F.	A Multivariate Analysis of Publication Trends in the 1980s with Special Reference to South-East Asia.	273
O'Neill, G. Patrick	Authorship Patterns in Theory Based versus Research Based Journals.	291
Fonseca, Lucia & Velloso, Sancia & de Meis, L.	The Relationship between Advisors and Students.	299
Leta, Jacqueline & Lannes, Denise & de Meis, L.	Human Resources and Scientific Productivity in Brazil.	313
So, C.Y.K.	Citation Ranking versus Expert Judgment in Evaluating Communication Scholars: Effects of Research Specialty Size and Individual Prominence.	325
Thomas, P.R. & Watkins, D.S.	Institutional Research Rankings via Bibliometric Analysis and Direct Peer Review: A Comparative Case Study with Policy Implications.	335
Jain, Ashok & Garg, K.C. & Kumar, Suresh	Impact of SERC's Funding on Research in Chemical Sciences.	357
Schwarz, A. Winkel & Schwarz, S. & Tijssen, R.J.W.	Research and Research Impact of a Technical University. A Bibliometric Study.	371
McCain, Katherine W.	Neural Networks Research in Context: A Longitudinal Journal Cocitation Analysis of an Emerging Interdisciplinary Field.	389
Marton, J. & Hulesch, H. & Zallar, I.	Intensity Breeds Effectivity.	411
Vinogradov, A.E.	Scientists of Old Vintage Support a "Winter-Biased Birthday" Theory.	417

Scientometrics, v 41, n 1-2, février 1998.

auteur	titre	page
Lewison, G.	New bibliometric techniques for the evaluation of medical schools.	5
Lewison, G. & Dawson, G.	The effect of funding on the outputs of biomedical research.	17
Luwel, M. & Moed, H.F.	Publication delays in the science field and their relationship to -- 40 the ageing of scientific literature.	29
Macias-Chapula, C.A. & Rodea-Castro, I.P. & Narvaez-Berthelemot, N.	Bibliometric analysis of aids literature in Latin America and the Caribbean.	41
Narin, F. & Olivastro, D.	Linkage between patents and papers: an interim EPO/US comparison.	51
Noyons, E.C.M. & van Raan, A.F.J.	Advanced mapping of science and technology.	61
Polanco, X. & Francois, C. & Keim, J.-P.	Artificial neural network technology for the classification and cartography of scientific and technical information.	69
Quoniam, L. & Balme, F. & Rostaing, H. & Giraud, E. & Dou, J.M.	Bibliometric law used for information retrieval.	83
Rao, I.K.R.	An analysis of Bradford multipliers and a model to explain law of scattering.	93
Small, H.	A general framework for creating large-scale maps of science in two or three dimensions: the SciViz system.	125
Sen, S.K. & Chatterjee, S.K.	Bibliographic scattering and time: an empirical study through temporal partitioning of bibliographies.	135
Stefaniak, B.	International cooperation of polish researchers with partners from abroad: A scientometric study.	155
van Hooydonk, G. & Milis-Proost, G.	Measuring impact by a full option method and the notion of bibliometric spectra.	169
Wagner-Dobler, R.	Scientometric evidence for the existence of long economic growth cycles in Europe 1500-1900.	201
Wilson, C.S.	Defining subject collections for informetric analyses: the effect of varying the subject aboutness level.	209
Wouters, P.	The signs of science.	225
Yitzhaki, M.	The language preference in sociology: measures of language self-citation, relative own-language preference indicator, and mutual use of languages.	243
Zitt, M. & Bassecoulard, E.	Internationalization of scientific journals: a measurement based on publication and citation scope.	255

Scientometrics, v 40, n 3, novembre 1997.

auteur	titre	page
	Proceedings of the Sixth Conference of the International Society for Scientometrics and Informatics, Jerusalem, Israel, June 16-19, 1997.	

Scientometrics, v 40, n 2, octobre 1997.

auteur	titre	page
Davidse, R.J. & Van Raan, A.F.J.	Out of particles: impact of CERN, DESY and SLAC research to fields other than physics.	171
Trochim, W.M.K. & Deshler, J.D. & Rivas, A.L. & Wilson, D.J. & Gonzalez, R.N. & Mohammed, H.O. & Quimby, F.W. & Lein, D.H. & Milligan, R.A. & Colle, R.D.	An interdisciplinary and systems-based evaluation of academic programs: bovine mastitis-related veterinary research, education and outreach.	195
Shrum, W.	View from afar: visible productivity of scientists in the developing world.	215
Nederhof, A.J. & Van Wijk, E.	Mapping the social and behavioral sciences world-wide: use of maps in portfolio analysis of national research efforts.	237
Kishida, K. & Matsui, S.	International publication patterns in social sciences: a quantitative analysis of the IBSS file.	277
Urban, D. & Hoban, T.J.	Cognitive determinants of risk perceptions associated with biotechnology.	299
Courtial, J.P. & Gourdon, L.	A scientometric approach to autism based on translation sociology.	333

Tables des matières des revues dépouillées

Scientometrics, v 40, n 1, septembre 1997.

auteur	titre	page
Zumelzu, E.	Mainstream engineering publishing in Latin America: the Chilean experience.	3
Todorovsky, D.	On the working time budget of the university teacher.	13
Anwar, M.A. & Bakar, A.B.A.	Current state of science and technology in the Muslim world.	23
Rousseau, S. & Rousseau, R.	Data envelopment analysis as a tool for constructing scientometric indicators.	45
Bhattacharya, S. & Singh, S.P. & Sudhakar, P.	Tracking changes in research priorities in physics: a macro level analysis.	57
Rotto, E. & Morgan, R.P.	An exploration of expert-based text analysis techniques for assessing industrial relevance in U.S. engineering dissertation abstracts.	83
Kostoff, R.N. & Eberhart, H.J. & Toothman, D.R. & Pellenberg, R.	Database tomography for technical intelligence: comparative roadmaps of the research impact assessment literature and the journal of the American chemical society.	103
Gupta, B.M.	Analysis of distribution of the age of citations in theoretical population genetics.	139
Vinkler, P.	Relations of relative scientometric impact indicators. The relative publication strategy index.	163

Scientometrics, v 39, n 3, juillet 1997.

auteur	titre	page
Kostoff, R.N.	Citation Analysis Cross-Field Normalization: A New Paradigm.	225
Wagner-Dobler, R.	Time Dependencies of Bradford Distributions. Structures of Journal Output in 20th-Century Logic and 19th-Century Mathematics.	231
Osareh, Farideh & Wilson, Concepcion S.	Third World Countries (TWC) Research Publications by Disciplines: A Country-by-Country Citation Analysis.	253
de Looze, Marie-Angele & Lemarie, Juliette	Corpus Relevance through Co-world Analysis: An Application to Plant Proteins.	267
Gupta, B.M. & Karisiddappa, C.R.	Productivity of Authors as Reflected by Duration of Their Scientific Participation and Speed of Publication.	281
Gupta, B.M. & Kumar, Suresh & Karisiddappa, C.R.	Collaboration Profile of Theoretical Population Genetics Speciality.	293

Studies in Higher Education, v 23, n 1, 1998.

auteur	titre	page
Alpin, C. Shackleton, J.R. Walsh, S.	Over- and Undereducation in the UK Graduate Labour Market.	17
Elton, Lewis	Are UK Degree Standards Going Up, Down or Sideways?	35
Newton, D.P. & Newton, L.D. & Oberski, I.	Learning and Conceptions of Understanding in History and Science: lectures and new graduates compared.	43

Studies in Higher Education, v 22, n 3, 1997.

auteur	titre	page
Reynolds, Frances	Studying Psychology at Degree Level: would problem-based learning enhance students' experiences?	263
Delamont, Sara & Atkinson, Paul & Parry, Odette	Critical Mass and Doctoral Research: reflections on the Harris Report.	319
Johnston, Sue	Examining the Examiners: an analysis of examiners' reports on doctoral theses.	333
Kahn, P. E. & Hoyles, C.	The Changing Undergraduate Experience: a case study of single honours mathematics in England and Wales.	349

Studies in Higher Education, v 22, n 2, 1997.

auteur	titre	page
Maxwell, T. W. & Shanahan, P. J. &	Towards a Reconceptualisation of the Doctorate: issues arising from comparative data relating to the EdD degree in Australia.	133
Brennan, John & Williams, Ruth & Wigman, Marcel	An Institutional Approach to Quality Audit.	173

Teaching in Higher Education, v 3, n 2, juin 1998.

auteur	titre	page
Rowland, Stephen & Byron, Catherine & Furedi, Frank & Padfield, Nicky & Smyth, Terry	Turning Academics into Teachers?	133
Ainley, Patrick	The End of Expansion and the Consolidation of Differentiation in English Higher Education.	143
Delamont, Sara & Parry, Odette & Atkinson, Paul	Creating a Delicate Balance: the doctoral supervisor's dilemmas.	157
Harland, Tony	Moving Towards Problem-based Learning	219

Teaching in Higher Education, v 3, n 1, mars 1998.

Tables des matières des revues dépouillées

auteur	titre	page
Smeby, Jens-Christian	Knowledge Production and Knowledge Transmission. The interaction between research and teaching at universities.	5
Fisher, Roy & Taithe, Bertrand	Developing University Teachers: an account of a scheme designed for postgraduate researchers on a lecturing career path.	37
Lundquist, Robert	Quality Improvements of Teaching and Learning in Higher Education: a comparison with developments in industrial settings.	51
Carlson, Helen L. & Quintero, Elizabeth & Karp, Joan	Interdisciplinary In-service at the University: a participatory case-based model for professional development.	63
Brindley, Clare & Scoffield, Susan	Peer Assessment in Undergraduate Programmes.	79

BULLETIN CIRST/ENVEX

DOSSIERS DES ANCIENS NUMÉROS

- no 1, nov. 1995: **Les universités américaines sous la toise**
- Les universités et collèges américains en chiffres
 - Le classement NRC des programmes de doctorat aux États-Unis
- no 2, fév. 1996: **Changements et résistances au changement dans les universités**
- Les universités canadiennes dans l'oeil du *Golbe and Mail*
 - Mesurer la résistance au changement dans l'enseignement supérieur
 - Statistiques sur la production de diplômes dans les universités québécoises (1974-1993)
- no 3, mai 1996: **Mesurer la qualité de l'activité universitaire**
- Expériences étrangères et internationalisation d'un champ d'activité
 - Cerner la diversité des pratiques d'évaluation: quelques repères
 - Les indicateurs de performance
 - La Commission de vérification de l'évaluation des programmes de la CREPUQ
 - L'application de la loi 95 et les indicateurs de performance au Québec
 - La qualité d'un processus global d'évaluation: deux exemples
- no 4, août 1996: **De la formation à la recherche au marché du travail: enquête auprès des diplômés de l'INRS**
- vol. 2, no 1, nov. 1996: **L'enseignement supérieur à l'ère de la numérisation**
- Présence des universités sur l'autoroute de l'information
 - L'université virtuelle et la redéfinition des rôles dans l'enseignement supérieur
 - Les NTIC et la recherche
 - Vers une nouvelle pédagogie?
 - Prévoir la facture de l'informatique
- vol 2, no 2, fév. 1997: **Les NTIC dans le réseau universitaire québécois**
- Participation des universités au développement des NTIC
 - L'intégration des NTIC dans les activités universitaires
- vol 2, no 3-4, mai-août 1997: **La restructuration des universités**
- Tendances nationales et internationales
 - Structures et restructurations du système américain
 - Gestion des établissements et coupures de programmes
 - Rôle des professeurs
 - Restructuration des activités de formation
- vol 3, no 1, nov. 1997: **L'image publique de la recherche universitaire**
- Portrait statistique de la recherche universitaire au Québec
 - Promotion de la recherche universitaire et vulgarisation scientifique
 - L'image de la recherche universitaire dans la presse québécoise
- vol 3, no 2-3, fév.-mai 1998: **La restructuration des universités canadiennes**
- Survol de la documentation pertinente
 - Évolution récente et structure des universités canadiennes
 - Réforme des activités universitaires